



**Jour  
J-56**

**REFORME DES FINANCES PUBLIQUES**

**Basculement du Budget des  
moyens au Budget-Programme**

# **BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF**



**Synthèse de l'état d'exécution**  
au 30 septembre 2019

**05/11/2019**





# Synthèse de l'état d'exécution au 30 septembre 2019





Synthèse de l'état d'exécution  
au 30 septembre 2019



## Santé

### Couverture Maladie Universelle (CMU)



**2 979 469**  
personnes ciblées



**1 232 192 cartes** produites  
**658 137** cartes distribuées

### Programme Elargi de Vaccination



**617 922**  
enfants de 0 à 11 mois  
vaccinés (Penta3)



**628 287**  
enfants vaccinés  
contre la rougeole

### Gratuité ciblée

La Nouvelle Pharmacie de la  
Santé Publique a mis à disposition :



**462 312**  
accouchements enregistrés  
dans les services sanitaires



**331 575**  
kits d'accouchement



**24 835**  
kits de césarienne



**717 513**  
produits distribués gratuitement pour la prise en  
charge du paludisme (fin sept. 2019)

## Emploi

### Insertion sur le marché du travail et de l'auto-emploi



**500 000 jeunes**  
à insérer d'ici décembre 2020



**5 600**  
jeunes formés à la Création d'Activités  
Génératrices de Revenus (AGR) ou de  
Micro et Petites Entreprises (MPE) à fin  
septembre 2019



**23 582 jeunes**  
ont bénéficié de financement,  
après formation, profilage et/ou étude  
de dossiers à fin septembre 2019



**1 026**  
jeunes placés en apprentissage en milieu  
rural dans le cadre du Projet Emploi Jeune Et  
Développement des Compétences (PEJEDEC)  
à fin septembre 2019



**800**  
jeunes ont bénéficié  
de permis de  
conduire à fin  
septembre 2019

### Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO)



**44 909**  
opportunités d'insertion ont été identifiées  
par l'Agence Emploi Jeunes (AEJ)



**6 550**  
jeunes insérés dans les THIMO



Synthèse de l'état d'exécution  
au 30 septembre 2019



## Education

### Formation

Sur le recrutement effectif de 10 300 enseignants :



**5 300**

enseignants du  
primaire formés

**5 000**

enseignants du  
secondaire formés

### Acquisition de tables-bancs

Sur 250 000 tables-bancs attendues en 2019 :



**108 000**

tables-bancs  
disponibles



## Accès à l'électricité

### Tarif social



**974 139 clients**

bénéficient désormais du tarif social  
+44 000 bénéficiaires de plus qu'en juin 2019

### Electrification rurale (PRONER)



**397 localités** électrifiées

### Programme Electricité Pour Tous

Sur 227 061 branchements à électrifier en 2019 :



**121 017** ménages  
jouissent du PEPT

▶ 106 044 branchements prévus pour le dernier trimestre 2019



## Programme d'accès à l'eau potable

Garantir le fonctionnement continu d'environ 21 000 pompes à motricité humaine



**11 927**

localités visitées



**20 276 pompes**

dénombrées, dont 9 084  
en panne et 6 934 en mauvais état



**618**

réparées



## Programme des logements sociaux

Finaliser les travaux des sites de Bingerville et Yopougon



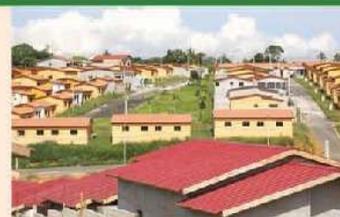
**468 logements**

achevés et habitables à Bingerville  
(1027 logements à réaliser)



**512 logements**

achevés dont 90 habitables à Yopougon  
(2172 logements à réaliser)





Synthèse de l'état d'exécution  
au 30 septembre 2019



## Autonomisation des jeunes et des femmes



**312 035**

personnes sensibilisées à la santé sexuelle et la reproduction (contre 112 000 personnes au 30 juin 2019)



**14 256**

jeunes filles ciblées sur 22 620 filles ont participé aux activités d'acquisition (compétences à la vie et la santé sexuelle)



**18 697**

filles enrôlées en milieu scolaire et sensibilisées aux bonnes notions (compétence de vie, droits humains, genre, santé sexuelle et reproductive)



**2 000**

jeunes filles vulnérables ont bénéficié d'un appui alimentaire (Korhogo et Bondoukou)



**1 067**

espaces ouverts en milieu communautaire



**289**

plans d'affaires élaborés et soumis au Comité de sélection

## Entretien routier

### Reprofilage de routes et de pistes rurales

Sur les 40 000 km à traiter :



**17 464 km**

de linéaires (soit 917 itinéraires) achevés



**1 593 km**

ont été finalisés depuis fin juin 2019



## Programme des filets sociaux

Le programme est passé de 35 000 ménages en 2018 à 50 000 ménages au 30 juin 2019

### Paiement de l'allocation



**50 000**

bénéficiaires au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019

### Identification en cours



**50 000**

nouveaux bénéficiaires



### Signature financement additionnel



**58,5 milliards de F CFA**

de financement additionnel



Création du Registre Social Unique (RSU) pour améliorer l'efficacité du programme de protection sociale et de lutte contre la pauvreté.

Nutrition

# La Côte d'Ivoire félicitée par les experts de l'Onu

Les efforts du gouvernement en matière de nutrition et de lutte contre la faim ont été salués par les experts de l'Onu au Népal.



PHOTOS : BMA

Les dirigeants du mouvement Sun (Scaling-up Nutrition) créé par les Nations unies pour "intensifier" (Scaling-up) la nutrition, n'avaient qu'un seul mot à l'endroit du vice-Président Daniel Kablan Duncan : bravo !

Les participants au sixième rassemblement mondial pour le renforcement de la nutrition qui se tient au Népal sont unanimes : la Côte d'Ivoire est un modèle en matière de lutte contre la malnutrition. Les dirigeants du mouvement Sun (Scaling-up Nutrition) créé par les Nations unies pour "intensifier" (Scaling-up) la nutrition, n'avaient qu'un seul mot à l'endroit du vice-Président Daniel Kablan Duncan : bravo !

À la cérémonie d'ouverture, c'est avec un standing ovation que le porteur de la politique ivoirienne en matière de lutte contre la faim et la malnutrition a été accueilli. L'expérience ivoirienne fait parler d'elle. L'objectif ici, qui est de mettre fin à toutes les formes de malnutrition et «Nourrir la planète et ses habitants», a besoin de cas pratiques. En la matière, les progrès enregistrés par le gouvernement ivoirien sont édifiants. « La Côte d'Ivoire a une méthode de travail et une vision que nous encourageons les autres nations à s'en inspirer », dira Mme Gerda Verburg, Coordinatrice du mouvement Sun. La tâche est d'autant plus ardue que la malnutrition touche quasiment tous les pays du monde. Les uns affectés par sa forme de sous-nutrition, les autres par la surnutrition. Des fois même, les deux fléaux en même temps. « Nos pays africains subissent malheureusement ce double fardeau, sinon le triple fardeau avec celui de l'insécurité sanitaire des aliments. Il me semble que nos politiques nutritionnelles devraient en tenir compte », dira le vice-Président dans son intervention, hier, à Katmandou. Daniel Kablan Duncan savait qu'il était attendu pour exposer sur les solutions. « Il est heureux que le mouvement s'assure notamment de consolider les acquis de la multisectorialité et de la synergie ; de la complémentarité dans l'action ; de fédérer les initiatives des différents partenaires ; si nous voulons optimiser les ressources financières, humaines, matérielles et temporelles nécessaires au passage à l'échelle. Il apparaît adéquat de formaliser la multisectorialité comme stratégie de développement et de convergence communautaire ».

Il urge, selon elle, que les autres gouvernements suivent l'exemple de la Côte d'Ivoire en matière de lutte contre la malnutrition. Parce que sur le globe, les chiffres sont alarmants. D'après le rapport mondial sur la nutrition 2017, le surpoids et l'obésité sont en augmentation dans pratiquement tous les pays, avec plus de 2 milliards de personnes en surpoids ou obèses dans le monde (sur 7 milliards d'habitants). Ce rapport mentionne que le monde a moins de 1 % de chance d'enrayer la progression de l'obésité et du diabète d'ici 2025.

« La malnutrition, qu'elle soit due à la dénutrition ou à l'obésité, est un problème alarmant de santé publique qui concerne tous les pays du monde. La malnutrition s'inscrit au cœur de la problématique de la lutte contre l'extrême pauvreté, en tant que dimension importante du développement social et humain », explique ce rapport ■

« Des mécanismes de financement appropriés multipartenaires, multi bailleurs, facilitant la synergie dans l'action seraient un levier important pour passer rapidement de la phase institutionnelle à l'opérationnalisation effective de nos plans »

Daniel Kablan Duncan a aussi donné quelques pistes de réflexion pour faire face au double fardeau. « Accélérer les interventions prouvées efficaces ainsi que celles qui ont un impact à la fois sur la sous-nutrition et la surcharge pondérale; transformer en profondeur nos systèmes alimentaires pour offrir des régimes alimentaires sains ainsi que s'attaquer à la transition nutritionnelle. »

Les efforts du gouvernement en matière de nutrition et de lutte contre la faim, ainsi que l'installation du Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition, ont été les sujets de conversation dans les couloirs de l'hôtel Yak et Yeti qui abrite les travaux de ce sixième rassemblement mondial pour le renforcement de la nutrition du mouvement Sun. Un rassemblement qui préconise la nutrition adéquate comme un droit pour tous et une condition essentielle pour le bien-être physique, mental et psychoaffectif de l'enfant, ainsi que pour la qualité de la vie de l'adulte ■

**BLEDSON MATHIEU**  
ENVOYÉ SPECIAL  
À KATMANDOU

## Gerda Verburg, (Coordinatrice du mouvement Sun) « Votre pays est un modèle »

**A** Katmandou, on parle d'Abidjan en termes d'exemplarité. La Coordinatrice du mouvement Sun, Gerda Verburg, explique pourquoi les acquis de la Côte d'Ivoire sont si importants pour les experts des Nations unies. « Si des progrès ont été accomplis en matière de sous-nutrition, nous devons encore aller plus loin. Pour mettre fin à la malnutrition, nous avons besoin d'une volonté politique forte et cohérente, d'investissements à grande échelle soutenus par les budgets nationaux, le financement extérieur et d'actions concertées. Dans ce sens, la Côte d'Ivoire est un excellent exemple. Elle a mis en œuvre des politiques qui non seulement sont dans le bon sens mais produisent des effets considérables. »



Il urge, selon elle, que les autres gouvernements suivent l'exemple de la Côte d'Ivoire en matière de lutte contre la malnutrition. Parce que sur le globe, les chiffres sont alarmants. D'après le rapport mondial sur la nutrition 2017, le surpoids et l'obésité sont en augmentation dans pratiquement tous les pays,

avec plus de 2 milliards de personnes en surpoids ou obèses dans le monde (sur 7 milliards d'habitants). Ce rapport mentionne que le monde a moins de 1 % de chance d'enrayer la progression de l'obésité et du diabète d'ici 2025.

« La malnutrition, qu'elle soit due à la dénutrition ou à l'obésité, est un problème alarmant de santé publique qui concerne tous les pays du monde. La malnutrition s'inscrit au cœur de la problématique de la lutte contre l'extrême pauvreté, en tant que dimension importante du développement social et humain », explique ce rapport ■

« Des mécanismes de financement appropriés multipartenaires, multi bailleurs, facilitant la synergie dans l'action seraient un levier important pour passer rapidement de la phase institutionnelle à l'opérationnalisation effective de nos plans »

**BLEDSON M.**

- Duncan reçu en audience par la Présidente du Népal

## Le Président Ouattara invité par son homologue népalaise

Le vice-Président de la République, S.E.M. Daniel Kablan Duncan, présent dans la capitale népalaise, Kathmandu, depuis dimanche, dans le cadre du 6<sup>ème</sup> rassemblement mondial du Mouvement SUN (Scaling Up Nutrition), a été reçu en audience ce lundi 04 novembre 2019, par la Présidente de la République Démocratique Fédérale du Népal, S.E. Madame Bidya Devi Bhandari. Point saillant de cet entretien, l'invitation lancée à cette occasion par la présidente népalaise à son homologue ivoirien, S.E.M. Alassane Ouattara, à effectuer une visite officielle au Népal en 2020 en vue de prendre part aux festivités commémoratives de grande ampleur marquant la vie de cette nation. Cette annonce a été accueillie avec beaucoup de ferveur par le vice-Président Duncan, porteur du message d'invitation, qui a exprimé toute sa gratitude



PHOTOS: BMO

Le vice-Président de la République a exposé l'engagement franc du Chef de l'Etat ivoirien qui a permis de réaliser de bonnes avancées dans le domaine de la nutrition.

cours depuis son adhésion au mouvement SUN en 2013, est totalement disposée à œuvrer avec l'ensemble des pays au renforcement de la nutrition à travers le monde par la réaffirmation des engagements pris. Pour sa part, la Présidente de la République Démocratique Fédérale du Népal s'est dit heureuse d'accueillir le rassemblement mondial du Mouvement SUN, en nourrissant l'espoir que la collaboration entre les différents pays-membres puisse continuer dans la même voie et se consolider pour la santé des populations, le progrès, la prospérité et la paix pour tous ces peuples. C'est en début d'après midi, avant l'ouverture officielle du 6<sup>ème</sup> sommet SUN à l'hôtel Yak & Yeti que le vice-Président de la République s'est rendu chez S.E. Madame Bidya Devi BHANDARI, accompagnée du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, le Dr Eugène Aka Aouélé, et de plusieurs membres de son cabinet. Bien avant cette rencontre, et depuis son arrivée dans la capitale népalaise la veille, le vice-Président de la République avait accordé une série d'audiences à son hôtel à plusieurs personnalités, en l'occurrence : l'ancien Président de la République de la Tanzanie, M. Jakaya Kikwete, la Directrice exécutive de l'Unicef et Présidente du Groupe principal du Mouvement SUN, Mme Henrietta Fore, la Coordinatrice du Mouvement SUN, Mme Gerda Verburg, le vice-Président de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), M. Hideya Yamada ■

- M. Hideya Yamada (vice-président de l'agence de développement du Japon (Jica)

### « Le gouvernement ivoirien nous séduit »

« Nous l'avons clairement exprimé au vice-Président Daniel Kablan Duncan, on se plaît à travailler avec la Côte d'Ivoire. Nous allons renforcer notre coopération dans plusieurs domaines. En particulier dans la production de riz et de poisson. Les projets dans ces deux secteurs d'activité permettent d'assurer une alimentation en quantité, donc intéressante dans la lutte contre la faim et en qualité, c'est-à-dire assurer la nutrition. La Jica est aux côtés de la Côte d'Ivoire pour des actions concrètes. Le pays a d'excellents résultats qu'il faut encourager et soutenir. »

PROPOS RECUEILLIS PAR BLEDSOON MATHIEU



à la Présidente du Népal à cet effet, mais aussi pour l'accueil chaleureux qui lui a été réservé en arrivant dans ce pays. Abordant le sujet de la nutrition qui justifie sa présence au Népal, le vice-Président de la République a brossé à son hôte du jour l'engagement franc du Chef de l'Etat ivoirien qui a permis de réaliser de bonnes avancées dans ce domaine, à savoir : faire de l'éducation et la santé des populations la principale source de richesses de la Côte d'Ivoire, avec pour conséquence la prise en compte de la nutrition en priorité, notamment pour les enfants surtout durant leurs 1.000 premiers jours de vie sur terre. Il a alors expliqué que la Côte d'Ivoire, à partir des acquis et l'expérience tirés de son par-

SERVICE DE COMMUNICATION DE LA VICE PRÉSIDENTE

- Kikwete Jakaya (ancien Président de la Tanzanie) :

### « Nous sommes fiers de la Côte d'Ivoire »

Je suis membre du Groupe principal du mouvement Sun, un organe décisionnel. La Côte d'Ivoire nous a rejoints il y a seulement quelques semaines avec l'admission du vice-Président Daniel Kablan Duncan, que je connais personnellement depuis des années. Lors de nos rencontres, c'est avec fierté que nous parlons de ce pays, de ses progrès en matière de lutte contre la faim et aussi de la malnutrition. La Côte d'Ivoire qui est dirigée par un ami, le Président Alassane Ouattara, rehausse l'image du continent sur la scène internationale. Nous sommes tous fiers de ce pays. »

PROPOS RECUEILLIS PAR B. MATHIEU



- Tatjana von Steiger

(Directrice générale adjointe de l'Agence suisse pour le développement et la coopération)

### « Nous allons appuyer la Côte d'Ivoire »

Nous avons échangé avec le vice-Président Daniel Kablan Duncan pour voir comment nous pouvons accompagner la Côte d'Ivoire. Ce pays fait parler de lui en matière de lutte contre la malnutrition et nous pensons que ses efforts doivent être appuyés. Nous lui avons exprimé notre volonté d'être aux côtés d'un pays dont l'expertise en nutrition doit servir d'exemple.

Nous sommes particulièrement intéressés par le premier centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition en Afrique, construit à Abidjan. Ce centre qui permet de répondre à la demande de renforcement des capacités nationales et régionales, renforce notre adhésion. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR B. MATHIEU

# Plan social du gouvernement 2019-2020

## Sidi Touré : « Le PS-Gouv, c'est désormais plus de 1000 milliards de F Cfa mobilisés, pour le bien-être des populations »

Le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement a animé hier une conférence de presse bilan, à son cabinet, sis au Plateau, Immeuble Sciam.

Dans le cadre de la stratégie de communication du programme social du gouvernement 2019-2020, Sidi Touré, ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, anime périodiquement une conférence de presse bilan. C'est dans ce contexte que, hier à son cabinet, sis au Plateau, Immeuble Sciam, il a planché sur le thème : « Bilan trimestriel du programme social du gouvernement 2019-2020 ». Il s'agissait, dans le cadre de cette troisième conférence, de montrer l'affectivité du social au cœur de l'action gouvernementale, à travers le bilan des projets engagés, au 30 septembre 2019 et leurs impacts sur le quotidien des populations. En effet, ce Ps-Gouv se décline en 156 actions, 67 projets majeurs, 57 réformes et 32 mesures d'accompagnement de l'action sociale axée sur la santé, l'éducation, l'électricité, l'eau potable, l'emploi, la solidarité, l'autonomisation des jeunes et des femmes et les infrastructures routières. L'exposé du ministre Sidi Touré a donc porté sur les réalisations entreprises dans ces axes stratégiques.



PHOTO : DR

Les dispositions prises permettent à toutes les personnes prélevées de bénéficier des prestations, même si elles ne sont pas encore détentrices de la carte, notamment les fonctionnaires et agents de l'Etat de même que leurs ayants droit couverts par la Mugefci », a rassuré Sidi Touré avant de faire le point sur les enrôlements et prélèvements. À fin septembre, 1 958 185 personnes ont été enrôlées et 1 232 192 cartes produites (dont 658 137 distribuées).

La phase active de la Couverture maladie universelle (Cmu) a démarré avec le début des prélèvements en juillet et celui des prestations le 1<sup>er</sup> octobre. À cet effet, fera remarquer Sidi Touré, ce sont 2 979 469 personnes qui sont ciblées, dont 48% ne bénéficiant pas antérieurement de couverture maladie. « Le démarrage est certes quelque peu difficile, mais je tiens à rassurer les populations que d'ici deux semaines, la machine sera plus huilée et donc toutes les presta-

**Une dotation budgétaire de 15 milliards de FCfa pour l'accessibilité aux médicaments**

Le ministre Sidi Touré a révélé que sur la dotation

de 15 milliards FCfa, 3,8 milliards ont été affectés à la prise en charge de la période de carence et à la cotisation des fonctionnaires et leurs ayants droit

(part de l'Etat 50%). Sur la dotation restante de 11,2 milliards, 9,3 milliards ont été versés à la Nouvelle pharmacie de la santé publique (Npsp). Le solde de 1,8 milliard sera payé avant le 31 janvier 2020. Par ailleurs, le porte-parole du gouvernement a fait un clin d'œil au Programme élargi de vaccination (Pev) qui s'est enrichi en fin septembre de 221 réfrigérateurs et 100 motos pour renforcer la capacité opérationnelle du projet. Ainsi, avec un taux de couverture vaccinale de 92%, 617 922 enfants (0-11 mois) ont été vaccinés au titre de la 3<sup>e</sup> dose du vaccin pentavalent (Penta3) et 628 287 vaccinés contre la rougeole. « Dans le but d'améliorer la capacité opérationnelle du Pev, le gouvernement a adopté en Conseil des ministres un décret rendant obligatoire la vaccination et l'accès aux médias publics pour la diffusion de produits sur le Pev qui a été rendu gratuit. Le Pev bénéficie d'un financement total de 32,6 milliards. Il faut noter aussi qu'au titre des accouchements, 331 575 kits ont été mis à la disposition

des établissements sanitaires. En ce qui concerne les césariennes, ce sont 65 592 produits divers, dont 24 835 kits de césarienne offerts aux patients. Le nombre de cas de césariennes pris en charge de janvier à août s'établit à 20 158 (sur 462 000 accouchements) contre 15 314 à fin juin 2019 », a détaillé Sidi Touré.

**Plus de 10 000 enseignants recrutés, formés et déployés sur le terrain**

Sidi Touré a indiqué que la formation des 5300 enseignants du primaire et des 5000 du secondaire a pris fin. Depuis hier, les 10 300 enseignants ont été déployés sur le terrain pour combler les déficits constatés dans certaines régions. L'accès à l'électricité, le programme de latrines et l'entretien routier figuraient également dans le bilan qui laisse transparaître que 974 139 clients ont bénéficié du tarif social à fin août, 397 localités ont été électrifiées (101% de l'objectif à fin septembre). Aussi 1494 latrines, dans 249 villages couvrant 8 ré-

gions, contre une prévision initiale de 1800 latrines pour 300 villages seront disponibles à fin novembre. Par ailleurs, sur un objectif de reprofilage de 120 000 Km de routes et de pistes rurales (2019-2020), en 2019, sur les 40 000 Km à traiter, 14 464 soit 917 itinéraires ont été achevés. En ce qui concerne l'accès à l'eau potable « 19251 branchements effectués pour un montant de 2 271 618 FCfa. Cinq localités raccordées au titre du service de distribution d'eau potable. 21 infrastructures hydrauliques urbaines villageoises améliorées. Il a été également enregistré à fin septembre 20 276 pompes à motricité humaine (Pmh) sur les 22 352 ouvrages hydrauliques villageoises. Par conséquent, 2076 Pmh n'existent plus. Sur les 20 276 Pmh identifiées, 9084 (44,8%) sont en panne et 6934 (34,1%) en mauvais état », a indiqué le porte-parole du gouvernement qui, parlant des filets sociaux, a indiqué que l'objectif est de porter le nombre de bénéficiaires à 100 000 ménages d'ici la fin de l'année et d'en élargir le champ à certaines zones péri-urbaines. Les avancées en matière d'emploi jeunes, d'autonomisation des jeunes et des femmes déclinées dans le bilan trimestriel du Ps-Gouv à fin septembre ont laissé transparaître les efforts du gouvernement en matière de politique sociale. Il en est de même avec le programme des logements sociaux où les conditions d'habitabilité sont aujourd'hui réunies dans la cité de Bingerville. Pour la cité Ado à Yopougon, les travaux d'adduction en eau potable (167 compteurs posés fin septembre), infrastructures de base d'assainissement, réalisées à 100% et de curage de caniveaux à 95%, raccordement au réseau électrique sont autant de travaux qui rendent la cité opérationnelle ■

### Le Ps-Gouv en chiffres

Le Programme social du Gouvernement (Ps-Gouv) a été adopté pour un coût initial de 727,5 milliards de FCfa, pour la période 2019-2020. Conformément à la décision de Son Excellence Monsieur le Président de la République d'augmenter le volume d'activités pour toucher davantage de populations, le champ du Ps-Gouv a été étendu à de nouveaux projets dans le cadre de l'élaboration du budget 2020. Ainsi, le budget global révisé du Ps-Gouv s'établit à 1003, 4 milliards de FCfa », a révélé le ministre Sidi Touré avant de préciser qu'au 30 sep-

tembre, les financements mobilisés et disponibles pour l'année budgétaire 2019 se chiffrent à 368,3 milliards de F Cfa, sur la base de l'évaluation initiale des coûts et de la révision de certaines programmations en 2019. « Le montant total engagé dans les différents projets s'élève à 191,5 milliards de FCfa, soit un taux d'engagement global de 52%. L'ensemble des activités prévues en 2019 connaît une évolution importante sur le terrain. Les populations commencent à ressentir l'efficacité du Ps-Gouv », a-t-il indiqué. C'est pourquoi, pour maintenir cette dynamique, les actions à

venir vont consister au suivi de la situation d'exécution financière en s'assurant que tous les acteurs jouent leur rôle pour le paiement effectif des opérateurs économiques engagés dans le Ps-Gouv, pour la qualité des ouvrages et du service rendu à la population. Il s'agira également de poursuivre la communication sur les réalisations avec un bilan annuel et démarrer des opérations de passage de marchés relatifs aux activités de 2020, au dernier trimestre pour bénéficier d'une année de pleine exécution des différentes opérations ■

S. N.

SERGES N'GUESSANT

Charte africaine des droits de l'homme et des peuples

# La Côte d'Ivoire prépare la validation du document

Les membres du Comité interministériel de suivi de l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, de la société civile et du Conseil national des droits de l'homme planchent sur la validation du rapport.

Un atelier de validation du rapport de la Côte d'Ivoire à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (Cadhp) se tient, depuis hier, au secrétariat d'Etat chargé des Droits de l'homme à Cocody. Ce séminaire offre « à la Côte d'Ivoire l'occasion de se mettre à jour dans la soumission des rapports à la Commission », a indiqué Aimée Zebeyoux, secrétaire d'Etat chargée des Droits de l'homme, à l'ouverture des travaux. Elle a rappelé que la « Côte d'Ivoire qui est un Etat partie à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples qu'elle a ratifiée le 6 janvier 1992 s'est engagée à collaborer avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, mécanisme régional de surveillance de la Charte établi le 2 novembre 1987, à Addis-Ababa, en



Une vue des participants à l'atelier de validation du rapport de la Côte d'Ivoire à la Cadhp. (PHOTOS:DR)

Ethiopie ». Ce fut le lieu pour Aimée Zebeyoux de souligner que dans ce cadre, « la Côte d'Ivoire a soumis son premier rapport (rapport initial et périodique), en juin 2012 (évalué les 11 et 12 octobre 2012), lors de la 52<sup>e</sup> session de la

Cadhp, à Yamoussoukro ». La secrétaire d'Etat fait également remarquer que la Côte d'Ivoire a présenté son deuxième rapport périodique couvrant la période 2012-2015, le 28 juin 2016. Il a été examiné du 21 octobre au 4 novembre 2016, à

la 59<sup>e</sup> session ordinaire de Banjul (Gambie). Au terme de ce deuxième examen, la Commission Adhp a adopté, à sa 23<sup>e</sup> session extraordinaire qui s'est tenue du 13 au 22 février 2018, à Banjul, des observations conclusives et

recommandations sur la Côte d'Ivoire. « Depuis lors, la Cadhp est dans l'attente du rapport de la Côte d'Ivoire sur les réponses à ces observations et recommandations », précise Aimée Zebeyoux. Lesquelles portent, entre autres, sur le respect de la légalité et les conditions de détention, les réfugiés et apatrides, le droit à la liberté d'expression et à l'accès à l'information ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels. Selon la secrétaire d'Etat, la Côte d'Ivoire, « très soucieuse du respect de ses engagements internationaux, entend se conformer à ses obligations vis-à-vis de la Commission Adhp ». C'est dans cette optique que le gouvernement a, à travers le secrétariat d'Etat chargé des Droits de l'homme, organisé, les 26 et 27 décembre 2018, un atelier de vulgarisation des recommandations de la

Cadhp, à l'intention des membres du Comité interministériel de suivi de l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Le secrétariat d'Etat chargé des Droits de l'homme a aussi organisé, les 13, 14 et 15 novembre 2018, un atelier de renforcement des capacités des membres dudit comité. Aimée Zebeyoux se dit convaincue qu'au terme de ces trois journées de réflexions, les participants à l'atelier apporteront les réponses aux observations conclusives et recommandations de la Cadhp à la Côte d'Ivoire lors de sa 23<sup>e</sup> session extraordinaire à Banjul. Elle a remercié le Pnud pour son soutien à la Côte d'Ivoire « en vue du respect de la dignité humaine, une des conditions sine qua non de la paix et de la sécurité durables ».

EMMANUEL KOUASSI

## Commission électorale indépendante Coulbaly-Kuibiert engage le personnel à l'organisation d'élections paisibles

Une cérémonie de salut aux couleurs a eu lieu, hier, au siège de la Commission électorale indépendante (CeI) sis aux II Plateaux. Le président de cette institution, Coulbaly-Kuibiert Ibrahime, a justifié ce rassemblement, le premier depuis son arrivée, par sa volonté de faire corps avec les symboles de la République. Il a demandé à ses collaborateurs de travailler à l'organisation d'élections paisibles. « Aujourd'hui, nous prenons la République à témoin, sous ce drapeau qui en ait le symbole. Nous allons nous conformer à la loi, aux textes en vigueur pour l'accomplissement de notre mission », a-t-il insisté. Puis d'ajouter : « La nation nous regarde parce qu'elle nous a investis d'une mission : organiser les élections. Si nous le faisons conformément aux textes, elle va constituer pour nous un rempart contre l'adversité. Chacun de nous doit travailler pour la République », a-t-il appelé.



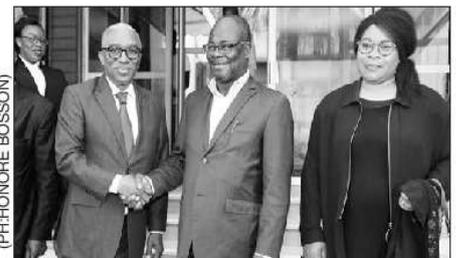
sonnel l'intérêt du salut aux couleurs, cet acte de civisme. « Aujourd'hui est un grand jour parce que nous sommes en train d'initier quelque chose qui aurait dû être. Le 1<sup>er</sup> lundi de chaque mois, nous allons rendre les honneurs au drapeau. Et le symbole recherché, à travers cet acte, c'est une alliance entre la République et nous. Parce que le drapeau symbolise la République, la nation », a-t-il

expliqué aux agents de la CeI rassemblés autour du mât au bout duquel flottait le drapeau Orange-Blanc-Vert, après avoir chanté en chœur l'Abidjanaise. Il les a ensuite exhortés au respect des institutions de la République. Coulbaly-Kuibiert avait à ses côtés les vice-présidents de la CeI, les commissaires centraux, les directeurs centraux et les chefs de service.

KANATÉ MAMADOU

## Le porte-parole frappe à la porte de Frat-Mat pour l'accompagner dans sa mission

Venance Konan, Dg de Fratimité Matin, a reçu le nouveau porte-parole de la CeI, hier, dans les locaux du groupe de presse à Adjamé 220 logements. Emile Ebrotié, le nouveau porte-parole de la Commission électorale indépendante (CeI), a rendu, hier, une visite de courtoisie au directeur général du Groupe Fratimité Matin, Venance Konan. Accompagné de ses proches collaborateurs, Yapobi Ketty Yolande (porte-parole adjointe), Inza Kigbatory (chef de service communication) et Yao Victorine (son assistante), le nouveau porte-voix de l'institution en charge de l'organisation des élections en Côte d'Ivoire a indiqué qu'il est venu présenter ses civilités au patron du premier groupe ivoirien de la presse écrite. Au-delà, il entendait ainsi solliciter cet organe pour aider la CeI à réussir sa noble mission. Venance Konan s'est dit honoré de cette visite. Il a félicité Emile Ebrotié pour sa nomination. En sa qualité de patron d'un organe de presse d'utilité publique, il a assuré à ses hôtes que les portes de



Venance Konan et Emile Ebrotié disposés à travailler ensemble.

cette maison restent grandement ouvertes à la CeI. Et donc prête à être constamment à leurs côtés, pour des élections justes et transparentes. «Fratimité Matin est et sera toujours un allié de premier plan pour la CeI », a-t-il déclaré. Cette visite s'est déroulée dans une atmosphère cordiale et empreinte de courtoisie. La prochaine élection présidentielle en Côte d'Ivoire se tiendra en octobre 2020. Pour rappel, Emile Ebrotié a été nommé porte-parole de la CeI en octobre. Bien avant, le 25 septembre, au cours du Conseil des ministres qui s'est déroulé dans la ville de Dimbokro, dans le cadre d'une visite officielle du Chef de l'Etat,

Alassane Ouattara, un décret avait été pris, rendant publics les noms des quinze membres qui devaient siéger à la CeI. Au nombre de ceux-ci, Emile Ebrotié. Ces nouveaux membres avaient, ensuite, prêté serment le 27 septembre, devant le Conseil constitutionnel. Trois jours plus tard (le 30 septembre), le nouveau bureau de la CeI avait été mis en place, avec à sa tête le magistrat Coulbaly-Kuibiert Ibrahime. Pour sa part, Emile Ebrotié avait été élu au poste de premier secrétaire adjoint. Quelques jours après, il avait été nommé porte-parole de la CeI par le président de l'institution.

MARCEL APPENA

# Liste des membres du Ceseec



**L**e Président de la République a procédé, ce mercredi 30 octobre 2019, à la nomination de membres du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel. Ainsi, sont nommées pour cinq ans, membres du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel, outre son Président, Monsieur DIBY KOFFI Charles, dont le mandat est en cours, les personnalités dont les noms suivent :

**Messieurs**  
 ABOUA Aboua Gustave, Enseignant-Chercheur  
 ACKAH Jean Marie, Administrateur de société, Président de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire  
 ALLIALI Hervé Dominique Dié, Ingénieur électricien  
 BA Karamoko, Cadre de banque à la retraite  
 BAMBAA Amara, Cadre de société  
 BAMBAA Kassoum, Maître Artisan  
**Mesdames**  
 BAMBAA Mousso épouse TOURE, Chef d'entreprise  
 BARRO Aminata épouse SOUMAHORO, Directeur de l'Embellissement et du cadre de vie  
 Monsieur BE Yéo, Instituteur à la retraite  
 Madame BLEY Affoh Martine épouse KOUASSI, Chirurgien-dentiste  
**Messieurs**  
 BOA Thiémélé Amoakon-Edjampam, Diplômé à la retraite  
 BORIS Paul Emile, Médecin  
 CASSAIGNAN Antoine, Cadre de banque  
 CHIAPO Georges, Ingé-

nier des techniques sanitaires  
 CISSE Aboubakari, Administrateur des services financiers  
**Mesdames**  
 COFFI-STUDER Martine, Administrateur de société  
 COL Marie-Reine épouse KONE, Administrateur de Société  
**Messieurs**  
 COULIBALY Abdoulaye, Huissier de justice  
 COULIBALY Ouamien, Administrateur à la retraite  
 COULIBALY Sounkalo dit Charles SANGA, Journaliste  
**Madame**  
 CURCIO Jennifer Flora épouse ROUBA, Productrice de télé  
**Messieurs**  
 DAKO Zahui Thomas, Administrateur de société  
 DELAFOSSE René Max, Cadre de banque à la retraite  
 DEMBELE Sory, Colonel de l'armée à la retraite  
 DIABAGATE Aliagui, Comptable  
**Mesdames**  
 DIABATE Colette épouse KACOUTIE, Avocate  
 DIAGOU Janine Bénédicte épouse WODIE, Cadre de banque et assurance  
 DIAKITE Coty Fatouma épouse KANATE, Administrateur de société  
**Monsieur**  
 DIALLO Amadou, Inspecteur d'éducation à la retraite  
**Messieurs**  
 DIOMANDE Idrissa, Médecin de santé publique  
 DJOUKA Anzeni, Ingénieur des travaux publics  
 DOSSO Losseny, Ingénieur Agricole à la retraite  
**Madame**  
 EHUI AGNERO Odette, Chef d'entreprise  
**Monsieur**

EKRA Frédéric François Alain, Professeur de Médecine  
**Madame**  
 ELOLA Ramatou épouse COULIBALY, Educatrice  
**Messieurs**  
 FAKHRY Karim, Chef d'entreprise  
 GADEGBEKU Samuel Anani, Professeur d'Université  
 GOGOUA Gnizako Vincent, Technicien à la retraite  
 GOME GNOHITE Hilaire, Ecologiste  
**Madame**  
 GUERET-BLA Nadine, Chef d'entreprise  
**Messieurs**  
 GUEUGBEU Jean-Baptiste, Conseiller pédagogique  
 ÎNCHAUD Ayet Arsène, Fonctionnaire  
 KAKOU Gbige Mathias, Consultant  
**Madame**  
 KANATE Namoro, Chef d'entreprise  
**Messieurs**  
 KHOURI Joseph, Docteur d'Etat en médecine, représentant de la Chambre de Commerce libanaise  
 KOFFI Abouah Guillaume, Architecte  
 KOFFI Eugene, Topographe  
 KONAN Kouassi Venance, Journaliste  
**Madame**  
 KONE Colette épouse KONE, Administrateur du travail et des lois sociales  
**Messieurs**  
 KONE Lazéni, Cadre d'assurance  
 KONE Mamadou, Cadre d'entreprise à la retraite  
 KONE Mamadou, Ingénieur Informaticien  
**Madame**  
 KONE Matogoma, Comptable  
**Messieurs**

KOUABLAN François, Professeur à l'INJS  
 KOUADIO FODIO Nicolas, Infirmier  
**Madame**  
 KOUAME Ama Christine épouse DADIE, Chef d'entreprise  
**Messieurs**  
 KOUAME Michel, Journaliste à la retraite  
 KOUAME Norbert, Ingénieur Financier  
**Madame**  
 LAPLAGNE Josette-Laure épouse MONTAGNIER, Administrateur de société  
**Messieurs**  
 LEGRAS Jean-Louis, représentant de la Chambre de Commerce française  
 MAGNE Woelfell Pierre René, Administrateur d'entreprise  
 MELEDJE Vincent, Ingénieur financier comptable  
**Madame**  
 MIHAN Mombéli Céline épouse DIE BONAO  
**Messieurs**  
 MOCKEY Edouard, Pharmacien  
 MOUANDOU Bi Tiéhouan Alain, Contrôleur Général de Police à la retraite  
 NAMELESSE-KOUASSI Komenan Ali, Enseignant  
 N'DRI Kouamé Yocolly Jean, Cadre de société à la retraite  
 N'ZI Assamoua Désiré, Cadre financier  
 N'ZI N'Guessan Gabriel, Chirurgien-dentiste à la retraite  
 NGUETTIA Judaël, Enseignant  
 ODJE Tiakoré Joseph, Professeur certifié  
 OGA Georges-Emmanuel Léon, Administrateur des finances publiques  
 OUATTARA Abdoulaye, Professeur d'Université  
 OUATTARA Aboubakar,

Chef d'entreprise  
 OUATTARA Bakaramoko, Ingénieur agronome à la retraite  
 OUATTARA Lassinan Anzoumana, Biologiste  
**Madame**  
 OUATTARA Joséphine Yéné, Médecin  
**Messieurs**  
 OUATTARA Kossomina Daniel, Administrateur de société  
 OUATTARA Largaton, Professeur à la retraite  
 OUATTARA Mamadou, Ingénieur Informaticien  
 OUATTARA Sanka, Comptable  
 OUREGA Assié Bernard, Conseiller pédagogique  
**Mesdames**  
 OULIE Maxime Tomagbeu épouse BLOADE, Enseignante  
 PAYNE Cécile N'Drin épouse DEGNI-YACE, Entrepreneur  
 PELLAUD Collette  
**Monsieur**  
 REGNIER-ONDOMAT Stéphane Antoine, Juriste  
**Madame**  
 RICHMOND Stéphane épouse ESSIS, Notaire  
 Monsieur SAMASSI Mamadou, Avocat  
**Madame**  
 SAMASSI Marie Louise épouse KONE, Enseignante à la retraite  
**Messieurs**  
 SANOGO Bamba, Fonctionnaire à la retraite  
 SAVADOGO Patrice, Prêtre  
 SEKONGO Yaya, Comptable  
 SILJUE Jacques, Cadre de sécurité sociale  
 SILUE Sigata, Instituteur à la retraite  
 SILUE Tiagnigue, Comptable à la retraite  
 SILUE Tiangazon Lacin, Cadre de banque  
 SORO Mamadou, Ense-

gnant  
 SOUMAHORO Farikou, Commerçant  
 SYLLA Soualiho, Assureur  
**Madame**  
 TANOE Viviane épouse TOGBA, Avocate  
**Messieurs**  
 TCHETCHE Celestin, Gestionnaire des collectivités  
 TOURE Faman, Administrateur de société, Président de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire  
**Mesdames**  
 TOURE Yaba épouse COQUILLAT, Secrétaire de Direction à la retraite  
 TOURE-DIABATE Masogbè, Administrateur de société  
**Monsieur**  
 TRAORE Abdoulaye dit Ben Badi, ancien footballeur international  
**Madame**  
 TRAORE Fatoumata épouse DIOP, Consultante agro-alimentaire  
**Messieurs**  
 TRAORE Mamadou, Imam  
 TRAORE Salif dit Asalfo, Artiste musicien  
**Madame**  
 WODIE Marie-Ferdinande épouse DESCLERS, Economiste  
**Messieurs**  
 YACE Charles Emmanuel, Chef d'Entreprise  
 YACOUBA Koné, Chef d'entreprise  
 YAO Kouadio, Enseignant  
 ZOBRE KOKOBO André, Criminologue

**FAIT À ABIDJAN, LE 30 OCTOBRE 2019**

LE MINISTRE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE : **PATRICK ACHI**

Programme national de stage et d'apprentissage

# Plus de 200 000 jeunes seront recrutés à l'horizon 2020

Le projet, qui s'inscrit dans l'axe 4 du Programme social du gouvernement (Ps-Gouv 2019-2020), a été lancé hier par le ministre Albert Tokeusse Mabri.

Le gouvernement ivoirien, conformément à l'axe 4 du Programme social du gouvernement (Ps-Gouv 2019-2020) ayant trait à l'emploi et à l'autonomisation des jeunes, ambitionne d'offrir, à l'horizon 2021, des opportunités d'emploi à 500 000 jeunes. 346 000 opportunités de stages d'activités génératrices de revenus (Agr) et de travaux à haute intensité de main-d'œuvre (Thimo) ont déjà été identifiées pour un montant de 141 milliards de FCfa. C'est dans le cadre de cette vaste initiative d'insertion des jeunes que le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Albert Tokeusse Mabri, a lancé, hier, au Palais de culture Bernard B Dadié de Treichville, au nom du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, le Programme national de stage et d'apprentissage (Pnsa) 2020. Pour ce projet, 50 000 offres de stage sont déjà disponibles, à savoir 25 000 stages de validation de diplômés et 25 000 stages de qualification. 150 000 jeunes seront bénéficiaires du programme en 2020.



Les jeunes ivoiriens ont été exhortés à s'approprier les nombreux projets d'insertion et d'autonomisation mis à leur disposition par l'Etat de Côte d'Ivoire. (PHOTO : JOSEPHINE KOUADIO).

Le stage de validation ou encore stage école, d'une durée de trois mois, permettra aux stagiaires de valider leurs diplômes. Les bénéficiaires reçoivent une prime mensuelle de 15 000 FCfa payée par

l'Etat et une assurance. Quant au stage pré-emploi ou de qualification, qui s'inscrit dans le Programme d'aide à l'embauche (Pae), il court sur une période maximale de 12 mois. Les bénéficiaires ont une cou-

verture d'assurance et une prime mensuelle de 45 000 FCfa, payés par l'Etat via l'Agence Emploi jeunes (Aej). Les enrôlements pour ce programme débutent ce mardi 5 novembre. Pour postuler, il faut

être ivoirien, âgé de 18 à 40 ans et être diplômé ou admissible à un diplôme. Tokeusse Mabri a encouragé les jeunes à prendre d'assaut les 201 guichets emploi ouverts récemment dans les mairies sur

l'ensemble du territoire national ou à s'inscrire sur la plateforme numérique de l'Agence emploi jeunes. Le ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes, Mamadou Touré, a indiqué que le Programme national de stage et d'apprentissage est une opportunité pour des milliers de jeunes ivoiriens de préparer leur avenir et de gagner leur autonomie. Il a traduit la reconnaissance de l'Etat ivoirien aux partenaires du projet que sont, entre autres, la Banque africaine de développement et la Banque mondiale. En marge de la cérémonie de lancement du Pnsa, l'administrateur de l'Agence emploi jeunes, Jean Louis Kouadio et le directeur général de l'Agence nationale de formation professionnelle (Agefop), Traoré Bamoudien, ont signé un accord de partenariat pour la mise en apprentissage de 5000 jeunes. 5000 autres jeunes vont intégrer l'Agefop, dans les semaines à venir, dans le cadre de cette convention ■

GERMAIN GABO

## Église Harriste

# Le patriarche-président mondial exhorte à taire les querelles

Nous avons l'obligation de préserver et non de détruire les acquis... Gardons la foi, notre pays la Côte d'Ivoire est un pays béni de Dieu. Faisons l'effort pour réprimer nos querelles ». C'est l'exhortation faite par Son Eminence Nanguy Adjaco Faustin, patriarche-président mondial de l'Église Harriste à la communauté harriste, en particulier, et à la population ivoirienne en général. C'était le vendredi 1<sup>er</sup> novembre, à Brègbo, village situé à une vingtaine de kilomètres de Bingerville, lors de la traditionnelle Fête de la Toussaint. Une célébration qui coïncide chez les fidèles harristes avec la commémoration de la 60<sup>ème</sup> édition de la Fête de la Liberté Spirituelle du Peuple Noir. Plus de trois mille fidèles de la communauté harriste, venus du Ghana, de la France et de toutes les régions de la Côte d'Ivoire, se sont donné rendez-vous en « terre sainte de Brègbo », pour un pèlerinage. « A travers le texte d'Ésaïe chapitre 11, les versets 6 à 9, il est écrit que le loup habitera avec l'agneau, le lion habitera avec le veau, l'enfant qui est sevré va cohabiter avec le serpent ... Pourquoi nous les

hommes, nous ne pouvons pas cohabiter, si les animaux le font ? C'est parce qu'il y a de l'hostilité parmi nous », a-t-il fait constater. C'est pourquoi, le prédicateur a insisté sur la nécessité d'imiter Jésus Christ, suivre l'exemple. « Jésus nous a donné l'exemple, il a dit: pardonnez à ceux qui vous font du tort, priez pour ceux qui vous persécutent, aimez-vous les uns les autres », a recommandé son Eminence Nanguy Adjaco Faustin. Le patriarche-président mondial de l'Église Harriste n'a pas manqué de prier pour le Chef de l'Etat Alassane Ouattara. Il a même relevé l'impact de la gouvernance du Président ivoirien sur le pays. « J'aimerais demander à Dieu d'aider nos dirigeants, d'aider notre Président Alassane Ouattara qui fait beaucoup de choses. Ce pays a pris son avance. Quand vous voyez la Côte d'Ivoire, vous sentez qu'il y a quelque chose qui est en train de se faire », a-t-il intercedé. Son Eminence Nanguy Adjaco Faustin a par ailleurs rendu un hommage à l'un des premiers harristes, le prophète Atcho Albert qui, avec son pouvoir de guérison spirituelle et médicinale, a fait connaître le nom du



Plus de trois mille fidèles de la communauté harriste, se sont donné rendez-vous en « terre sainte de Brègbo », pour un pèlerinage. (PHOTO : ISABELLE SOMIAN).

village de Brègbo au delà des frontières de la région. D'où la tenue de la Toussaint en ces lieux. Au nom du directeur général des Cultes, M. Kouyaté Zoumana, directeur de la promotion de la liberté religieuse et de la laïcité à ladite direction a traduit la fierté et la gratitude de sa hiérarchie. Avant d'indiquer que l'Etat de Côte d'Ivoire, à

travers le ministère de l'Intérieur, a apporté un soutien et un appui matériel et financier de un million de FCfa à cette communauté. « Les leaders religieux contribuent eux aussi à la formation de l'opinion publique », a-t-il avancé. La célébration de la fête de Toussaint a une double signification pour l'Église Harriste en général. Il s'agit premièrement

de se souvenir des disciples de Jésus-Christ qui sont dans la Gloire de Dieu et sanctifiés par l'exercice de la charité, l'accueil de la miséricorde et le don de la grâce divine. Mais aussi et surtout de célébrer la 60<sup>ème</sup> édition de la fête de la liberté spirituelle du peuple noir, caractérisée par la reconnaissance et la restauration de cette race, considérée comme prisonnière et esclave

du diable. Ainsi, le pèlerinage à Brègbo, vue en réalité comme la fête de la liberté du peuple noir, représente la marche symbolique à la découverte des Miracles de Dieu dans ledit village. Il est considéré comme un haut lieu de spiritualité, où l'Étemel s'est révélé à travers son serviteur Atcho Albert ■

ISABELLE SOMIAN

Lutte contre le travail des enfants

# La position de la Côte d'Ivoire présentée à Paris

Des experts ont mis en relief les acquis de la Côte d'Ivoire dans le combat contre l'exploitation des enfants à la faveur du salon du chocolat, parrainé par la Première dame, Dominique Ouattara

La 25<sup>e</sup> édition du salon du chocolat de Paris qui s'est déroulée du 29 octobre au 3 novembre à Paris a été

chaîne d'approvisionnement du cacao en Côte d'Ivoire », a débuté par la présentation d'un film institutionnel sur l'engagement de la Côte d'Ivoire sur la ques-

tion du travail des enfants en mettant en lumière le leadership de Dominique Ouattara, présidente du Comité national de Surveillance des actions de lutte



Des experts ont indiqué que la lutte contre le travail des enfants fait partie des priorités du pays.

fondation de présenter le sous thème : « les enfants d'abord : aperçu Fondation et activités. Quant à Kouassi Jérémie, il a évoqué la problématique de la production du cacao liée à la question de la déforestation en Côte d'Ivoire. Au titre des actions du gouvernement, il a souligné l'organisation en novembre 2015 des états généraux de la forêt, de la faune et des ressources en eau, la création en janvier 2019 de la brigade spéciale de surveillance et d'intervention, l'adoption en juillet 2019 d'un nouveau code forestier.

Amani Konan, a présenté les actions de Dominique Ouattara dans le cadre de la lutte contre le travail des enfants. Il a présenté le nouveau plan d'action national 2019-2021 qui a pour ambition de s'attaquer aux causes du travail des enfants notamment la lutte contre la pauvreté. Pour lui, la Côte d'Ivoire a fait de la question de la lutte contre le travail des enfants une priorité

senté le nouveau plan d'action national 2019-2021 qui a pour ambition de s'attaquer aux causes du travail des enfants notamment la lutte contre la pauvreté. Pour lui, la Côte d'Ivoire a fait de la question de la lutte contre le travail des enfants une priorité

C. DALLET

## TROIS QUESTIONS À...

Dr. Arounan Diarra, président de l'Ordre des pharmaciens de Côte d'Ivoire

### « Le Forum pharmaceutique international 2020 est un évènement important pour la Côte d'Ivoire »

*Vous avez organisé du 16 au 18 octobre les 7<sup>es</sup> Journées de l'ordre national des pharmaciens (Jnopci) dont le thème était : « L'Ordre national des pharmaciens de Côte d'Ivoire face aux défis des innovations technologiques et des mutations professionnelles ». Que retenir au terme de ces assises ?*



concerne les nouveaux métiers, nous avons sollicité des rencontres avec les pharmaciens qui se sont spécialisés en oncologie, et les jeunes pharmaciens pour les orienter dans ce domaine futuriste.

**La Côte d'Ivoire abrite, en juin 2020, le Forum international pharmaceutique. L'information a été donnée au cours des Jnopci. Quels sont les enjeux de cette rencontre de haut niveau ?**

En juin 2020, la Côte d'Ivoire organisera, effectivement, le Forum pharmaceutique international, la plus grande rencontre des pharmaciens. C'est un évènement important et pour notre Ordre et pour la Côte d'Ivoire. Ce Forum sera piloté par quatre structures: les ordres des pharmaciens d'Afrique, l'inter syndical des pharmaciens d'Afrique, l'association des centrales d'achat de médicaments essentiels d'Afrique, ainsi que l'association des agences nationales de régulation pharmaceutique d'Afrique. L'Afrique tout entière a décidé de confier à la Côte d'Ivoire l'organisation de ce grand Forum, en juin 2020. Nous y attendons environ 3000 professionnels de Côte d'Ivoire, d'Afrique et du reste du monde. Tous vont échanger sur les avancées et passer au peigne fin les difficultés du secteur. Beaucoup de thématiques seront aussi abordées; notamment le trafic des médicaments, dont les conséquences sont perceptibles sur tous les plans: économique, sanitaire, social, et sécuritaire. Nous parlerons des technologies de l'information dans le secteur pharmaceutique, l'uniformisation de la formation des pharmaciens d'Afrique

PROPOS RECUEILLIS PAR  
ÉMELINE P. AMANGOUA

En termes de mobilisation, pour 600 participants attendus, nous avons enregistré 750; avec la présence de toutes les autorités conviées à ces assises. De l'avis de tous les participants, les Jnopci ont été un véritable succès. Sur le plan scientifique, du point de vue des mutations professionnelles dans notre secteur, nous pouvons relever deux grands aspects. La première mutation est l'avènement de la Couverture maladie universelle dans notre univers. Les professionnels du secteur ont manifesté une réelle volonté d'accompagner ce processus tant dans le secteur privé que public. Nous avons profité de ces Journées pour mieux expliquer le fonctionnement de la Couverture maladie universelle (Cmu) aux pharmaciens. Désormais, chaque acteur sait comment la Cmu sera concrètement mise en œuvre sur le terrain et les dispositions à prendre pour y faire face. La seconde innovation est l'arrivée des métiers nouveaux dans lesquels le pharmacien peut exercer. Par exemple, avec son expérience, le pharmacien oncologue peut travailler dans les centres de traitements des cancers en tant que membre de l'équipe de traitement. Ce qui est indéniablement un débouché pour la profession pharmaceutique quand on sait que le Centre d'oncologie n'a que deux ans d'existence. Plusieurs pharmaciens peuvent s'impliquer dans ce domaine. Nous avons aussi l'expérience des

pharmaciens cliniques qui participent à l'équipe de soins. De manière précise, ils aident les prescripteurs dans les prescriptions au lit du patient. Sans oublier les innovations technologiques dont l'intelligence artificielle de plus en plus présente dans notre profession. Je souligne, au passage, que nous avons mené des réflexions sur les moyens du paiement électronique des médicaments dans les pharmacies.

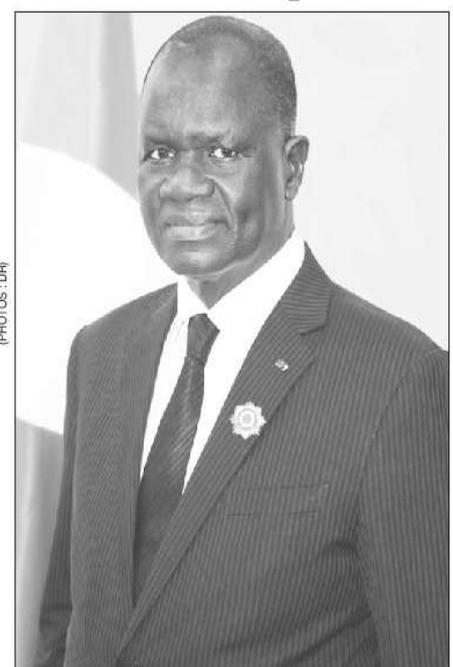
**En termes de perspectives, à quoi pouvons-nous nous attendre ?**

Les perspectives sont bonnes. Dès que les Jnopci ont clos leurs portes, nous nous sommes mis à l'œuvre. Dans ce cadre, nous avons reçu des entreprises qui ont présenté des solutions de traçabilité des médicaments, des moyens du paiement électronique, avec une carte d'achat des médicaments dans les officines. Bientôt, nous allons faire une expérimentation avec une dizaine de pharmacies. En ce qui

## Distinction Amadou Soumahoro fait ambassadeur de la paix

Le président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, Amadou Soumahoro, sera fait ambassadeur de la paix le 7 novembre. Cette distinction lui sera décernée par la Fédération pour la paix universelle (Fpu), en collaboration avec la section ivoirienne de l'Association internationale des parlementaires pour la paix (AIPP Côte d'Ivoire), au cours d'une cérémonie solennelle, à la rotonde du palais de l'Assemblée nationale au Plateau. Elle vise à promouvoir la paix et la cohésion sociale par l'image de marque de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire.

La Fédération pour la paix universelle est une alliance internationale d'organisations et d'individus résolus à bâtir un monde de paix dans lequel chacun pourra vivre libre, en harmonie et en coopération avec les autres, et où la prospérité sera équitablement partagée. Grâce à son action dans divers domaines liés à la paix, sur les cinq continents, la Fpu jouit aujourd'hui du statut d'organisation consultative auprès



(PHOTOS: DFI)

du Conseil économique et social (Ecosoc) des Nations unies

C. DJEZOU

# Débarcadère de Locodjro Les activités reprennent



Le ministre Moussa Dosso et le préfet d'Abidjan, Vincent Toh Bi ont échangé avec les populations d'Abobodoumé et Locodjro. (PH: DR)

Le ministre des Ressources animales et halieutiques, Moussa Dosso, a annoncé le 29 octobre la reprise effective des activités au point de débarquement de pêche Mohammed VI de Locodjro, le lundi 2 novembre. Après plusieurs conclaves avec les chefferies traditionnelles d'Abobodoumé, de Locodjro et les membres de la Coopérative des mareyeuses et transformatrices des produits halieutiques d'Abidjan (Cmatpha), il a déclaré que « le débarcadère peut fonctionner normalement ». Selon lui, le message est finalement passé entre son ministère et toutes les parties citées plus haut et même les pêcheurs pour que cette date soit tenue.

Quant aux besoins en matériels exprimés par les mareyeuses, le ministre qui avait à ses côtés le préfet d'Abidjan, Vincent Toh Bi, a promis de faire une communication afin que le régisseur de son ministère mette à leur disposition les moyens financiers afférents pour l'opérationnalisation de leurs activités. « L'Etat a mis en place tout le mécanisme pour votre autonomisation. Je demande qu'ensemble, on fasse appliquer ce mécanisme pour qu'on puisse faire vivre ce débarcadère en souffrance depuis quelques mois », a-t-il rappelé. Avant d'informer que pour rendre dynamique l'espace, attache a été prise avec des armateurs désormais disposés à venir livrer leurs poissons sur le site. C'est pourquoi, il invite tous les acteurs impliqués dans la chaîne de production à ne plus jamais marquer d'arrêt dans leurs activités.

rencontre des difficultés au point de causer par moment des problèmes. Il leur a donc demandé de rester unies, de régler leurs problèmes entre elles parce que vis-à-vis de l'extérieur, les remous entre les agents de ce site donneraient une très mauvaise image. Alors que ce métier est très bon et rémunérateur pour elles. « Au Maroc, il y a soixante-cinq débarcadères qui font gagner des centaines de millions de dollars à l'Etat, aux pêcheurs, mareyeuses et tous ceux qui interviennent dans le processus », a-t-il fait savoir. Avant de demander aux mareyeuses de se détourner de la politique et se concentrer sur leur travail pour le bien-être de leurs familles respectives.

### Un autre projet pour Abobodoumé

Longtemps opposée à la délocalisation du débarcadère à Locodjro, autorisant les mareyeuses, vendeuses de poissons de leur village à s'installer sur les bords de la lagune, la Chefferie d'Abobodoumé est enfin sur le point d'abdiquer. La raison, leur vœu de voir se réaliser un projet de développement pour eux en remplacement au débarcadère de Locodjro semble devenir une réalité. Le ministre Moussa Dosso qui a rencontré la notabilité du village et les différentes générations, au centre culturel dudit village, leur a fait savoir que le gouvernement a de nombreux projets qu'il pourrait réaliser dans ce village. « Abobodoumé a perdu un investissement qui s'est retrouvé à Locodjro mais un autre investissement peut venir à Abobodoumé », a-t-il assuré. C'est pour cette raison qu'il a invité, à une rencontre de discussion des contours, en début de la semaine prochaine ■

HERVÉ ADOU

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTÈRE DE L'ASSAINISSEMENT  
ET DE LA SALUBRITÉ (MINASS)

Banque Islamique de  
Développement



Union-Discipline-Travail



BID

## AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES (AGPM)

PROJET D'AMELIORATION DE LA GESTION DES MATIERES DE VIDANGE (PAGEMV)  
SECTEUR : EAU ET ASSAINISSEMENT  
FINANCEMENT NUMERO : CIV 1006

Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a demandé et obtenu auprès de la Banque Islamique de Développement (BID) un financement d'un montant de : 43.06 millions d'euros. Ce financement qui sera sous forme d'une combinaison d'Installment Sale Services 2.81 millions d'Euros et d'Installment Sale Assets de 40.25 millions d'Euros est destiné à couvrir une partie du coût du PROJET D'AMELIORATION DE LA GESTION DES MATIERES DE VIDANGE (PAGEMV) en COTE D'IVOIRE.

Il se propose d'utiliser les fonds pour régler les travaux, les services de consultants, les fournitures et les biens devant être acquis dans le cadre de ce projet.

Le projet qui a pour objectif de contribuer à l'amélioration du cadre de vie, des conditions sanitaires et environnementales de la population dans 12 villes de la cote d'ivoire, comprendra les composantes suivantes :

### I. Composante A : Acquisitions et Travaux

Cette composante comprend la construction de quatorze (14) stations de traitement de boues de vidange dans 12 villes de Côte d'Ivoire à savoir: (i) trois (3) stations de 500 m3/jour à Abidjan dont une unité de méthanisation, (ii) d'une (1) station de 200m3/jour à Bouaké, (iii) de six (6) stations de traitement des boues de vidange de 100m3/jour chacune dans les villes d'Abengourou, Bondoukou, Man, Daloa, Gagnoa et Soubré ; (iv) de quatre (4) stations de traitement de boue de vidange de 50m3/jour chacune dans les villes de Daoukro, Dimbokro, Séguéla et Odienné.

Marchés de Travaux : La passation des marchés de travaux de treize (13) stations de traitement des boues de vidange sera effectuée par appel d'offres international restreint aux Pays-Membres, et celle des travaux de la station de méthanisation par appel d'offres international clé en main.

### II. Composante B : Mission de Contrôle et de Supervision des Travaux

L'agence qui sera recrutée pour l'Actualisation des études, le suivi et le contrôle des travaux ainsi que la certification des demandes de paiement. Ce consultant assistera l'Unité de Gestion du Projet dans l'évaluation des offres pour les travaux. Les Services de consultants pour le Contrôle et la supervision des travaux seront acquis par une mise en concurrence utilisant la méthode **Sélection Basée sur la Qualité et le Coût (SBQC)** des consultants provenant des pays membres de la BID retenus sur la liste restreinte.

### III. Composante C : Appui à l'Unité de Gestion du Projet

L'agence d'exécution du projet sera l'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD). A ce titre, une unité de gestion du projet (UGP) sera créée au sein de cette agence pour assurer la bonne exécution du projet. Cette unité sera composée de personnel clé et de personnel d'appui. Le projet prendra en charge (i) les salaires et/ou primes et indemnités du personnel de l'Unité de Gestion du Projet (UGP), (ii) les frais de fonctionnement des locaux de l'Unité, (iii) les frais d'acquisition des matériels et équipements de bureau et informatiques, (iv) le coût d'acquisition de matériels roulants et d'entretien / réparation des véhicules, (v) l'atelier de démarrage du projet, et la visite de familiarisation, (vi) les frais de publication relatifs aux appels d'offres, (vii) le renforcement de capacité du personnel d'encadrement de l'UGP à travers des séances de formation et l'acquisition de logiciels et d'équipements spécialisés, (viii) et le partage d'expérience avec des pays membres de la BID.

### IV. Composante D : Audit

Il s'agira d'assurer l'audit financier annuel du projet et de certifier les dépenses du compte du projet. Les Services de consultants pour l'audit du projet seront acquis par une mise en concurrence utilisant la méthode **Sélection Basée sur le moindre coût (SBMC)** des consultants nationaux retenus sur la liste restreinte.

Les marchés financés par la BID seront passés conformément aux procédures spécifiées dans les Directives pour la Passation des Marchés financés par la Banque Islamique de Développement (édition Avril 2019) et sont ouverts à tous les candidats qui remplissent les conditions spécifiées dans les Directives. Les consultants seront choisis conformément aux directives pour l'Utilisation des consultants dans le cadre des projets financés par la Banque Islamique de Développement (édition Avril 2019).

Les avis relatifs aux différents marchés qui doivent être passés conformément aux procédures d'appel à la concurrence internationale de la banque Islamique de Développement seront publiés, dès leur communication, sur le site Web de la Banque ([www.isdb.org](http://www.isdb.org)) et sur les sites du Development Business de l'ONU (UNDP online) ou DgMarket.

Les soumissionnaires potentiels satisfaisant aux critères de provenance et souhaitant figurer sur la liste des destinataires d'avis de présélection/d'appel d'offres dans le cadre des procédures d'appel à la concurrence internationale, ou ceux ayant besoin de renseignements complémentaires, devront s'adresser à :

M. Aboubakar BAMBA, Directeur Général Adjoint de l'ONAD  
Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD)  
Abidjan, II Plateaux, Vallons, Rue en face d'ECOBANK à 200 mètres  
01 BP 11025 Abidjan 01, Téléphone : (+225) 22 40 41 98 /99 ; Télécopie : (+225) 22 40 41 95  
Courriel : [abamba.onad@yahoo.fr](mailto:abamba.onad@yahoo.fr) avec copie à [a.nguessan@onad.ci](mailto:a.nguessan@onad.ci) et [e.kouadio@onad.ci](mailto:e.kouadio@onad.ci)  
Site internet : [www.onad.ci](http://www.onad.ci);

Veillez noter que les candidats soumissionnaires souhaitant obtenir des renseignements supplémentaires sur les acquisitions en cause ou sur le projet en général doivent, sauf mention contraire, prendre contact avec l'organisme en charge du projet et non la BID.

## Programme social du gouvernement 2 150 élèves sortent de la précarité dans le Bafing

**A** l'initiative du ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo, par ailleurs fils de la région, 15 localités du Bafing bénéficieront chacune de la construction d'un bâtiment de 3 classes en matériaux durs avec bureau de Directeur. Soit un total de 45 classes équipées de 1400 tables-bancs pour un coût global de 375 millions FCfa.

La cérémonie officielle de lancement de cet important projet a eu lieu à Koonan (46 km de Touba sur piste) dans le département de Ouaninon. Avec cet investissement important qui s'inscrit dans la mise en œuvre du programme social du gouvernement Ps gouv, permettra de sortir de la précarité les enseignants et plusieurs milliers d'élèves du primaire dans le Bafing. «Compte tenu du niveau des besoins, il nous est apparu nécessaire d'appuyer l'action du ministère de l'Education nationale. Avec le soutien de tous les élus et cadres de la région, nous avons essayé de trouver des dotations budgétaires résiduelles pour aider cette belle région du Ba-



Le ministre Moussa Sanogo, au milieu des élèves, à l'occasion du lancement de la construction des 45 classes dans la région du Bafing. (PH: DR)

... Nous sommes les fruits d'une école de qualité. Il s'agit pour nous de donner la chance à d'autres jeunes compatriotes de se préparer pour servir aussi le pays et leur famille en ayant une bonne formation, dans de bonnes conditions», a expliqué Moussa Sanogo.

Le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du portefeuille de l'Etat a indiqué que conformément aux instructions du Président de la

Republique et du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly qui ont fait du social la priorité, l'ensemble des cadres de la région et lui s'attaqueront, dans un avenir immédiat, aux problèmes d'accès à l'eau potable, d'électrification des localités de la région.

Au nom des bénéficiaires, Youssouf Doumbouya, directeur régional de l'éducation nationale a remercié le donateur avant de saluer les efforts déployés par le gouverne-

ment pour renforcer les infrastructures scolaires. « Depuis 2011, de gros efforts ont été faits par l'Etat, les collectivités locales et des cadres. Au secondaire général public et privé, nous sommes passés de 4 établissements secondaires à 13 aujourd'hui. Au primaire, nous sommes à 248 écoles, soit un taux de couverture d'environ 65% de la région », a-t-il indiqué.

DAVID YA

## Promotion des Pme Une fiscalité plus attractive en 2020

**L**e ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo et son collègue de la Promotion des Pme, Félix Anoblé ont décidé de revoir les propositions de la direction générale des impôts sur la réforme de la fiscalité, applicables aux petites et moyennes entreprises. C'était le 29 octobre, au cours d'une séance de travail à Abidjan.

« Nous avons échangé avec le ministre de la Promotion des Pme sur les préoccupations de cette catégorie d'entreprises. Car certaines d'entre elles se plaignent de ce que les taux d'imposition qui leur sont appliqués ne sont pas les plus optimaux. Il nous faut donc réfléchir sur la meilleure façon de les aider », a expliqué le ministre Moussa Sanogo, au terme de la rencontre.

Par ailleurs, le ministre en charge du Budget et du Portefeuille de l'Etat a appelé les entreprises à sortir du secteur informel pour bénéficier des avantages qu'offre l'Etat. « Si vous êtes inconnus des fichiers de l'Etat, vous ne pouvez pas bénéficier des avantages qu'offre l'Etat. Les entreprises formelles ont l'opportunité de grandir car elles ont l'accès plus facile au financement pour dé-

velopper leur activité », a-t-il expliqué.

Le ministre de la promotion de Pme, Félix Anoblé a également exhorté les Pme à se mettre en règle en vue de bénéficier des avantages de l'Etat. Il a indiqué que la crise qu'a connue le pays a favorisé l'émergence de chômeurs parfois âgés qui n'ont jamais eu à travailler dans une structure. La seule opportunité qui leur reste, c'est de créer une petite affaire. « Il revient donc à l'Etat de trouver les moyens pour les accompagner. Et c'est ce que fait le gouvernement », a-t-il dit. Mais pour recevoir un accompagnement de l'Etat, il faut contribuer à l'assiette fiscale, a prévenu Félix Anoblé. « On ne prendra pas les impôts des autres pour l'accompagner pendant que tu ne contribues pas. C'est comme une tonline, vous retirez ce que vous payez. Même si vous contribuez un petit peu, vous allez le retirer. Il faut amener tout le monde à participer à l'assiette fiscale », a-t-il mentionné.

Dici deux semaines, le ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat et celui de la Promotion des Pme devraient pouvoir finaliser les réflexions sur une réforme attractive de la fiscalité des Pme pour l'année 2020.

D. YA



### TABLEAU DES SERVICES AVEC SITES DE RELOCALISATION ET DATES D'ARRET DES ACTIVITES



#### FERMETURE DU CHU DE YOPOUGON

SERVICES	SITES DE RELOCALISATION	ARRET DES ADMISSIONS
1 BLOCS OPERATOIRES	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - CHU ANGRE	21/10/2019 à 16 H 30
2 URGENCES/ REANIMATION	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - CHU ANGRE	21/10/2019 à 16 H 30
3 LABORATOIRE CENTRAL	- INSTITUT PASTEUR ADIOPODOUME	25/10/2019 à 16 H 30
4 IMAGERIE MEDICALE	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - CHU ANGRE - CHU BOUAKE	25/10/2019 à 16 H 30
5 CONSULTATIONS ADULTES/ CONSULTATIONS MERE-ENFANT	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - CHU ANGRE - CHU BOUAKE	31/10/2019 à 16 H 30
6 ORL	- ACADEMIE REGIONALE DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE LA MER - HOPITAL ABOBO NORD	21/10/2019 à 16 H 30
7 NEONATOLOGIE	- CS BEAGO (YOPOUGON)	Reste en place jusqu'à l'achèvement des travaux de relocalisation
8 NEPHROLOGIE PEDIATRIQUE	- INSP ADJAME	Reste en place jusqu'à l'achèvement des travaux de relocalisation
9 GYNECOLOGIE OBSTETRIQUE	- FSUCOM WASSAKARA - HG D'ABOBO NORD - HG ANYAMA	21/10/2019 à 1 6 H 30
10 TRAUMATOLOGIE/ CHIRURGIE GENERALE ET DIGESTIVE	- CHU COCODY - HOPITAL D'ABOBO NORD - CHU ANGRE - HG MARCORY - HG TREICHVILLE	21/10/2019 à 16 H 30

SERVICES	SITES DE RELOCALISATION	ARRET DES ADMISSIONS
11 CHIRURGIE PEDIATRIQUE	- HOPITAL ST JEAN BAPTISTE DE BODO - CHU COCODY - CHU TREICHVILLE	21/10/2019 à 16 H 30
12 NEPHROLOGIE	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - HMA	21/10/2019 à 16 H 30
13 HEMATOLOGIE	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - CHU ANGRE	21/10/2019 à 16 H 30
14 NEUROLOGIE	- CHU TREICHVILLE	21/10/2019 à 16 H 30
15 NEUROCHIRURGIE	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - DISP DU PONT (TREICHVILLE)	Reste en place jusqu'à l'achèvement des travaux de relocalisation
16 DIABETOLOGIE	- CHU COCODY - HMA - ACADEMIE REGIONALE DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE LA MER (CONSULTATIONS)	21/10/2019 à 16 H 30
17 PEDIATRIE MEDICALE	- CHU TREICHVILLE	21/10/2019 à 16 H 30
18 EXPLORATIONS FONCTIONNELLES	- CHU COCODY (2ème ETAGE) - FACULTE DE MEDECINE	25/10/2019 à 16 H 30
19 ODONTOLOGIE	- WASSAKARA - AUTRE SITE YOPOUGON	25/10/2019 à 16 H 30
20 MEDECINE PHYSIQUE ET READAPTATION	- SUR PLACE (AMBULATOIRE) - CHU COCODY (HOSPITALISATIONS)	25/10/2019 à 16 H 30
21 MEDECINE GASTRO	- HOPITAL GENERAL D'ABOBO NORD - CHU ANGRE	21/10/2019 à 16 H 30
22 MEDECINE DU TRAVAIL	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - CHU ANGRE	25/10/2019 à 16 H 30
23 PHARMACIE ET STERILISATION	- CHU COCODY	31/10/2019 à 16 H 30

PH: DR

Collectivités territoriales

# Le statut de la Fonction publique territoriale bientôt appliqué

Le changement de statut est un souci majeur pour les agents des collectivités, parce qu'il est source de précarité de l'emploi.

Le statut de la fonction publique territoriale, appelé de tous leurs vœux depuis des décennies par les agents des collectivités de Côte d'Ivoire, va se

concrétiser très bientôt. Decostère Konan, sous-directeur de la tutelle administrative à la direction générale de la Décentralisation et du développement local, a donné cette bonne

nouvelle aux responsables de la Fédération des mutuelles des régions et districts de Côte d'Ivoire (Femuredci), samedi 2 novembre à la Fondation Félix Houphouët-Boigny de Ya-

moussoukro. À l'occasion de l'investiture du nouveau président de la Femuredci, Toto Médard Junior et de son bureau exécutif. Élu le 30 juillet 2019, pour un



Les agents des collectivités territoriales ont posé avec le sous-directeur de la tutelle administrative. (PH - DR)

<p>REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE</p>  <p>Union-Discipline-Travail</p>	<p>MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE (MINASS)</p> 	<p>Banque Islamique de Développement</p>  <p>IsDB BID</p>
<p><b>PROJET D'AMELIORATION DE LA GESTION DES MATIERES DE VIDANGE (PAGEMV) EN COTE D'IVOIRE</b></p> <p>-----</p> <p>Avis à Manifestation d'Intérêt</p> <p>-----</p> <p>Pour la sélection d'un cabinet d'audit pour la réalisation de l'audit financier du Projet d'Amélioration de la Gestion des Matières de Vidange (PAGEMV) en Côte d'Ivoire</p> <p>-----</p> <p>FINANCEMENT NUMERO : CIV 1006</p> <p>-----</p>		
<p>I. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a sollicité et obtenu auprès de la Banque Islamique de Développement (BID), un financement d'un montant de <b>28 245 000 000 FCFA (43 060 000 €)</b> afin de couvrir le coût du <b>Projet d'Amélioration de la Gestion des Matières de Vidange (PAGEMV) en Côte d'Ivoire</b> et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées pour financer des services de consultant. Le présent Avis à Manifestation d'Intérêt a pour objet d'établir une <b>liste restreinte de cabinets d'audit nationaux</b> en vue de la Consultation Restreinte pour l'Audit financier du Projet. Cet audit permettra d'exprimer une opinion objective sur la situation financière du projet au titre des exercices budgétaires 2020, 2021, 2022 et 2023.</p> <p>L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) relatif à ce projet a été publié dans l'hebdomadaire international jeune Afrique n° 3066 du 13 au 19 octobre 2019.</p>	<p>financier de projets sur financement de bailleurs de fonds selon les normes ISA, sa connaissance des dispositions administratives et réglementaires en Côte d'Ivoire, son application des normes internationales d'audit.</p> <p><b>NB :</b> Un nombre de cinq (05) Cabinets d'Audits sera retenu à l'issue du présent Avis à Manifestation d'Intérêt.</p>	<p>mandat de 5 ans, en remplacement du président fondateur Benoît Ahoussi, Toto Médard s'est engagé à poursuivre les combats entamés par son prédécesseur. Parce qu'il s'agit de préoccupations vitales qui sont partagées par tous les agents des collectivités du pays. Le président sortant Benoît Ahoussi est longuement revenu sur ce souci majeur pour tous les travailleurs. « <i>A défaut d'avoir le statut de fonctionnaire, il faut un statut particulier pour les agents qui font un travail remarquable</i> », a-t-il souligné.</p> <p>Après la bataille du changement de statut qui vient d'être gagnée, la Femuredci s'attaque à d'autres défis. Notamment le changement de mentalité des agents des collectivités, un projet immobilier pour offrir un toit aux travailleurs, une assurance maladie et retraite, un renforcement de capacités des agents ainsi qu'un siège digne de la fédération à Yamoussoukro.</p>
<p>II. L'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD), Agence d'exécution du Projet, agissant au nom du Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité (MINASS), invite les candidats intéressés, à manifester leur intérêt à fournir les prestations. Les Consultants peuvent se porter candidats sous la forme d'une association, validée par un accord entre les partenaires de l'association, indiquant clairement le type d'association, c'est-à-dire un groupement d'entreprises, une forme intermédiaire d'association ou une intention de sous-traitance.</p>	<p>IV. La sélection se fera en conformité avec les procédures stipulées dans les Directives pour l'Utilisation des Consultants dans le cadre de projets financés par la Banque Islamique de Développement (édition Avril 2019).</p>	<p>Son nouveau président Toto Médard Junior a rassuré ses collègues venus de toutes les mutuelles des 31 conseils régionaux et des 2 districts autonomes de Côte d'Ivoire, que des partenariats fiables sont déjà noués pour concrétiser ces projets qui figurent parmi les préoccupations majeures des agents des collectivités. L'honorable N'Dia Kouamé Marie-Agnès, vice-présidente du Conseil régional de Gbêké, représentant le président de l'Association des régions et districts de Côte d'Ivoire (Ardci), a félicité les agents pour les efforts fournis au quotidien au profit des populations dans les différentes collectivités du pays. Elle s'est engagée à transmettre fidèlement les préoccupations au président Eugène Aka Aouélé. Non sans les exhorter au dialogue constructif et à la patience ■</p> <p style="text-align: right;"><b>N'DRI CÉLESTIN</b></p>
<p>III. Les consultants intéressés doivent fournir les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les prestations demandées (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de compétences adéquates parmi leur personnel, etc.). Le consultant doit être un cabinet d'audit indépendant vis-à-vis de l'ONAD et de la BID. Il doit être régulièrement inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables reconnu au plan international par l'IFAC ou la Fédération Internationale des Expert Comptables Francophones (FIDEF). Le consultant doit mettre en évidence son expérience en matière d'audit comptable et</p>	<p>V. Les bureaux d'études intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse ci-après, de 07 heures 30 minutes à 12 heures 30 minutes et de 13 heures 30 minutes à 16 heures 30 minutes, du lundi au vendredi :</p> <p style="text-align: center;"><b>OFFICE NATIONAL DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DRAINAGE (ONAD)</b></p> <p style="text-align: center;">Abidjan, 2 Plateaux, vallons, Rue en face d'D'CONBANK, à 200 mètres, 01 BP 11 025 Abidjan 01 – RCI</p> <p style="text-align: center;">Email : <a href="mailto:abamba.onad@onad.ci">abamba.onad@onad.ci</a> avec copie à <a href="mailto:a.nguessan@onad.ci">a.nguessan@onad.ci</a> et <a href="mailto:e.kouadio@onad.ci">e.kouadio@onad.ci</a> Tél. : (+225) 22 40 41 98/ 99 – Fax : (+225) 22 40 41 95 ; Site internet : <a href="http://www.onad.ci">www.onad.ci</a></p>	<p><b>BANQUE</b> • Après des années difficiles, marquées par sa mise sous administration provisoire, sur décision de la Commission bancaire de l'Uemoa, en juin 2015, la Caisse nationale des caisses d'épargne (Cnce) amorce une nouvelle dynamique. En effet, suite à cette décision, le gouvernement ivoirien, actionnaire unique, a adopté en mai 2017, un plan de restructuration et de recapitalisation de cette banque dont l'objectif était de restructurer son organisation fonctionnelle et sa structure opérationnelle, afin de lui donner une nouvelle impulsion. Ce plan connaît des avancées considérables, selon son directeur général, Issa Fadiga. Pour faire le point sur cette dynamique positive, son premier responsable, prononcera une conférence de presse, aujourd'hui, à la Maison de l'entreprise au Plateau ■</p>
<p>VI. Les manifestations d'intérêt devront être soumises en français en cinq (05) exemplaires dont un (01) original à l'adresse ci-dessus au plus tard le <b>mercredi 11 décembre 2019 à 10 heures GMT</b> et porter la mention « <b>Manifestations d'intérêt Pour la sélection d'un cabinet d'audit pour la réalisation de l'audit financier du Projet d'Amélioration de la Gestion des Matières de Vidange (PAGEMV) en République de Côte d'Ivoire</b> ».</p> <p style="text-align: center;"><b>Aboubakar BAMBA</b></p> <p style="text-align: center;">Directeur Général Adjoint de l'ONAD</p>		

Répère

**BANQUE** • Après des années difficiles, marquées par sa mise sous administration provisoire, sur décision de la Commission bancaire de l'Uemoa, en juin 2015, la Caisse nationale des caisses d'épargne (Cnce) amorce une nouvelle dynamique. En effet, suite à cette décision, le gouvernement ivoirien, actionnaire unique, a adopté en mai 2017, un plan de restructuration et de recapitalisation de cette banque dont l'objectif était de restructurer son organisation fonctionnelle et sa structure opérationnelle, afin de lui donner une nouvelle impulsion. Ce plan connaît des avancées considérables, selon son directeur général, Issa Fadiga. Pour faire le point sur cette dynamique positive, son premier responsable, prononcera une conférence de presse, aujourd'hui, à la Maison de l'entreprise au Plateau ■

# Micro- projets locaux Le Japon offre plus de 144 millions de F Cfa à la Côte d'Ivoire

Trois contrats ont été signés, mercredi 30 octobre, à la résidence de l'ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Japon en Côte d'Ivoire, sise à Cocody.

Je suis très heureux de vous accueillir ici en ma résidence pour cette cérémonie de signature de 3 contrats dans le cadre des dons aux micro-projets locaux contribuant à la sécurité humaine du gouvernement du Japon, d'un montant global de plus de 144 millions de FCFA (144 221 328 fca). Ces mots ont été prononcés, mercredi 30 octobre par l'ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Japon en Côte d'Ivoire, Kuramitsu Hideaki, en sa résidence à Abidjan Cocody.

Ces dons doivent servir aux projets de construction et d'équipement de salles de classe » au Groupe Scolaire de Dairo et à l'Epp de Bayakala ; au "Projet de construction de forages dans le village de Grobiassoumé".

Ces trois projets ont été accordés dans le cadre des dons aux micro-projets locaux contribuant à la sécurité humaine. C'est un volet de la coopération financière non-remboursable du Japon.

"Ces dons aux micro-projets locaux contribuant à la sécurité humaine constituent un programme de financement direct de projets de développement mis en œuvre par les organisations à but non lucratif... Leur réalisation contribuera à la réduction des disparités entre zones urbaines et rurales et à l'amélioration des conditions de vie des populations", a affirmé l'ambassadeur du Japon. "C'est un cadeau d'une valeur inestimable, car tous ici, nous savons l'importance de l'eau. La population de Grobias-

soumé veut saluer le Japon qui lui a accordée un important projet de construction de pompes villageoises pour mettre fin à ses difficultés d'accès à l'eau potable", s'est montré reconnaissant M. Tebli Zady, au nom de la population du village Grobiassoumé.

Quant à M. Touali Agneba Samuel, président du Coges de Dairo, il a reconnu, le soutien constant du Japon qui depuis l'année 2014 est manifeste pour les populations dudit village. « La population, en général, les membres du bureau du Coges et les élèves en particulier, vous prient de transmettre leurs remerciements au peuple nippon pour sa légendaire générosité et pour la promptitude avec laquelle il répond aux sollicitations des pays d'Afrique et spécialement de la Côte d'Ivoire ».

Les représentants des ministères en charge de l'Éducation nationale, des Affaires étrangères, et de l'Hydraulique, présents à cette rencontre, ont tous salué cette initiative et traduit la reconnaissance du gouvernement ivoirien au Japon.

« Au nom du Président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, du Premier ministre, Gon Coulibaly et, de la ministre en charge de l'Éducation nationale, Kandia Camara, je vous dis Merci ! Vous nous aidez à améliorer l'accès à l'école et à l'eau potable dans ces zones rurales », a salué M. Sangaré Ibrahim, Conseiller Technique, représentant la ministre Kandia Camara.

ISABELLE SOMIAN



L'ambassadeur du Japon, encadré par le président du Coges du Groupe scolaire de Dairo et la représentante du chef du village de Grobiassoumé. (PH : DR)

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union-Discipline-Travail

MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE (MINASS)



Banque Islamique de Développement



## PROJET D'AMELIORATION DE LA GESTION DES MATIERES DE VIDANGE (PAGEMV) EN COTE D'IVOIRE

Avis à Manifestation d'Intérêt

Pour la sélection d'un bureau d'études pour l'actualisation des études, le suivi et contrôle des travaux de construction de quatorze (14) stations de traitement de boues de vidange dans 12 villes en République de Côte d'Ivoire.

FINANCEMENT NUMERO : CIV 1006

I. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a sollicité et obtenu auprès de la Banque Islamique de Développement (BID), un financement d'un montant de 28 245 000 000 FCFA (43 060 000 €) afin de couvrir le coût du **Projet d'Amélioration de la Gestion des Matières de Vidange (PAGEMV) en Côte d'Ivoire** et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées pour financer des services de consultant. Le présent Avis à Manifestation d'Intérêt a pour objet d'établir une **liste restreinte de bureaux d'études** en vue de la Consultation Restreinte pour l'actualisation des études, le suivi et le contrôle des travaux ainsi que l'assistance à l'Unité de Gestion du Projet (UGP) dans le dépouillement et l'analyse des offres pour la sélection des entreprises et dans la certification des demandes de paiement des entreprises de travaux. La durée d'exécution du projet est de quatre (04) ans.

L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) relatif à ce projet a été publié dans l'hebdomadaire international jeune Afrique n° 3066 du 13 au 19 octobre 2019.

II. Les travaux projetés consistent à la construction de quatorze (14) stations de traitement de boues de vidange dans 12 villes de Côte d'Ivoire à savoir :

1. Trois (3) stations de 500 m3/jour à Abidjan dont une unité de méthanisation,
2. Une (1) station de 200m3/jour à Bouaké,
3. Six (6) stations de 100m3/jour chacune dans les villes d'Abengourou, Bondoukou, Man, Daloa, Gagnoa et Soubré ;
4. Quatre (4) stations de 50m3/jour chacune dans les villes de Daoukro, Dimbokro, Séguéla et Odienné.

III. L'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD), Agence d'exécution du Projet, agissant au nom du Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité (MINASS), invite les candidats intéressés, à manifester leur intérêt à fournir les prestations décrites au point IV. Les Consultants peuvent se porter candidats sous la forme d'une association, validée par un accord entre les partenaires de l'association, indiquant clairement le type d'association, c'est-à-dire un groupement d'entreprises, une forme intermédiaire d'association ou une intention de sous-traitance.

IV. Les bureaux d'études intéressés doivent fournir les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les prestations demandées (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de compétences

adéquates parmi leur personnel, etc.). L'expérience dans les domaines ou tâches ci-après sera considérée comme une exigence minimale pour la mission :

1. Une Etude d'Avant-Projet Détaillé (APD) de station de traitement de boues de vidange,
2. Une mission de Suivi et contrôle des travaux de réalisation de station de traitement des boues de vidange ou de station d'épuration des eaux usées ou de station de traitement d'eau potable,
3. Une Etude APD ou Suivi et contrôle des travaux d'une station de méthanisation.

NB : Un nombre de cinq (05) à six (06) bureaux d'études sera retenu à l'issue du présent Avis à Manifestation d'Intérêt. Un maximum de deux (02) bureaux d'études sera retenu par pays.

V. La sélection se fera en conformité avec les procédures stipulées dans les Directives pour l'Utilisation des Consultants dans le cadre de projets financés par la Banque Islamique de Développement (édition Avril 2019).

VI. Les bureaux d'études intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse ci-après, de 07 heures 30 minutes à 12 heures 30 minutes et de 13 heures 30 minutes à 16 heures 30 minutes, du lundi au vendredi :

OFFICE NATIONAL DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DRAINAGE (ONAD)

Abidjan, 2 Plateaux, vallons, Rue en face d'ECONBANK, à 200 mètres, 01 BP 11 025 Abidjan 01 – Abidjan, RCI  
Email : abamba.onad@onad.ci avec copie à a.guessan@onad.ci et e.kouadio@onad.ci  
Tél. : (+225) 22 40 41 98/99 – Fax : (+225) 22 40 41 95 ; Site internet : www.onad.ci

VII. Les manifestations d'intérêt devront être soumises en français en cinq (05) exemplaires dont un (01) original à l'adresse ci-dessus au plus tard le vendredi 06 décembre 2019 à 10 heures GMT et porter la mention « Manifestations d'intérêt pour la sélection d'un bureau d'études pour l'actualisation des études, le suivi et contrôle des travaux de construction de quatorze (14) stations de traitement de boues de vidange dans 12 villes en République de Côte d'Ivoire ».

Aboubakar BAMBA  
Directeur Général Adjoint de l'ONAD

## CHERS LECTEURS

“ C'EST VOUS QUI LE DITES ” est la nouvelle rubrique qui vous est dédiée, **les lundis, jeudis et samedis**.

Avec vos mots et dans votre style, dites -nous ce qui vous tient à cœur. Vous pouvez grogner, féliciter, proposer, dénoncer...

(Écrivez-nous aux nouvelles

adresses suivantes :

[amedee.assi@fratmat.info](mailto:amedee.assi@fratmat.info)

## Coopération économique CI - Singapour

# Tharman Shanmugaratnam : « Nous voulons renforcer le partenariat entre les secteurs public et privé »

Le ministre d'État, ministre en charge de la coordination des politiques sociales de Singapour s'est exprimé au sortir d'une séance de travail intergouvernementale entre les deux pays à la Primature.

Tharman Shanmugaratnam, ministre d'État singapourien, ministre en charge de la coordination des politiques sociales, a exprimé hier la volonté de son pays d'approfondir davantage la coopération économique avec la Côte d'Ivoire. C'était à l'issue d'une rencontre de travail qui a réuni à la Primature plusieurs membres des gouvernements ivoirien et singapourien. « Nous voulons renforcer le partenariat entre les secteurs public et privé de nos deux pays », a-t-il déclaré. Tharman Shanmugaratnam a précisé que l'approfondissement de la coopération économique se fera dans tous les domaines. Notamment « le secteur de la planification urbaine et du logement où Singapour souhaite partager son expérience avec la Côte d'Ivoire », selon lui. Le ministre d'État singapourien a également déclaré que son pays souhaite contribuer au développement de la Côte d'Ivoire à travers l'information et le numérique. Mais aussi en renforçant son action dans les domaines de l'agriculture et de l'agro-industrie où Singapour est déjà présent en Côte d'Ivoire, pour



Le ministre d'État Singapourien, Tharman Shanmugaratnam, (au micro) s'est félicité de la qualité de la coopération. (PH : JOSEPHINE KOUADIO)

la transformation des matières premières agricoles. Tharman Shanmugaratnam pense que « la Côte d'Ivoire et Singapour qui sont des pays importants doivent continuer à explorer de nouvelles opportunités de diversification de leurs économies dans un contexte de globalisation accélérée ». La Côte d'Ivoire sollicite le soutien de Singapour dans les instances internationales

Représentant le Premier ministre, Adama Coulibaly, ministre de l'Économie et des Finances, a exprimé le souhait du gouvernement ivoirien de voir se renforcer la coopération économique entre les deux pays. Spécifiquement dans la transformation des matières premières où Singapour dispose d'une expérience solide. Mais également au niveau de la production du riz notamment où la

Côte d'Ivoire est prête à mettre son savoir-faire à la disposition du partenaire singapourien. Adama Coulibaly a profité de la rencontre pour réitérer le plaidoyer du gouvernement ivoirien pour le soutien de Singapour en faveur de la candidature de la Côte d'Ivoire au Conseil des droits de l'Homme et au Conseil économique et social des Nations unies. « Nous sollicitons – au regard

des excellentes relations ivoiro-singapourienne - le soutien de votre pays à la candidature de la Côte d'Ivoire au Conseil des droits de l'Homme pour la mandature 2021 – 2023 et au Conseil économique et social sur la même période », a-t-il lancé. Auparavant, le ministre de l'Économie et des Finances a rappelé que le pays achève bientôt son mandat de membre non-permanent du Conseil de sécurité pour la période 2018 – 2019 obtenu notamment grâce au soutien de Singapour. « Et qui a permis à la Côte d'Ivoire de partager, avec le monde entier, son expérience en matière

de sortie de crise », s'est-il félicité. Entouré de ses collègues Moussa Sanogo, en charge du Budget et du Portefeuille de l'État et Emmanuel Essis, chargé de la Promotion des investissements privés, Adama Coulibaly a souhaité voir la coopération ivoiro-singapourienne se développer aussi dans les domaines de l'énergie, du transport. Pour ce faire, il souhaite une intensification des échanges et des visites tant officiels que des opérateurs privés »

ABOUBAKAR BAMBA

## Trésor public Les cinq priorités d'Adama Coulibaly

En marge de la cérémonie d'inauguration du Centre d'écoute du Trésor public le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, a présenté ses cinq priorités pour l'institution qui le recevait le 31 octobre à la Rotonde de la Cité financière au Plateau. Dans ses échanges avec le Comité de direction de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (Dgtp), Adama Coulibaly a donné la feuille de route au Dg du Trésor public, Assahoré Konan Jacques, et à ses collaborateurs. Les orientations du ministre portent sur cinq (5) points : la mobilisation des ressources, la gestion de l'endettement, la réforme des finances publiques, la modernisation de l'institution et le paiement des fournisseurs de l'État. « La priorité aujourd'hui, c'est le PSGouv qui s'inscrit dans le cadre du Plan national de développement (PND) 2016-2020. Je voudrais donc vous encourager à faire en sorte que les ressources nécessaires soient mobilisées pour mettre en œuvre le PSGouv qui est un programme dont les bénéficiaires vont directement à l'endroit de ceux de nos compatriotes qui sont les plus défavorisés », a déclaré Adama Coulibaly. Le ministre a également rappelé que le ratio d'endettement de la Côte d'Ivoire qui est de 48% est en deçà de la norme communautaire au niveau de l'Uemoa qui est de 70%. Mais qu'il faut travailler à faire en sorte que le risque de surendettement demeure modéré comme c'est le cas actuellement. Au dire d'Adama Coulibaly, cela suppose que la Côte d'Ivoire puisse mettre en œuvre la Stratégie de gestion de la dette

à moyen terme (Sdmt) et continuer à faire les Analyses de viabilité de la dette (Avd) sur une base annuelle. Il a aussi souligné la nécessité de poursuivre la mise en œuvre du schéma directeur de réforme des finances publiques. Sur ce point, Adama Coulibaly a tenu à encourager ses collaborateurs « à faire en sorte que le Compte unique du Trésor (CUT) sur lequel nous travaillons depuis plusieurs années, aboutisse ». En ce qui concerne la poursuite de la modernisation de l'Administration, il a invité le Trésor public à développer de nouveaux dossiers qui soient des outils utilisables par le plus grand nombre et à faire en sorte que le Trésor public continue d'être considéré comme une administration des plus modernes. Adama Coulibaly n'a pas manqué de dire son attachement au paiement à bonne date des factures des fournisseurs et surtout des entreprises. Relativement à la dotation budgétaire en baisse de 83 % depuis 2016, Adama Coulibaly s'est engagé à faire en sorte que les moyens qui sont alloués au Trésor puissent être augmentés. Sur la question des postes comptables, il a assuré que malgré la réhabilitation de certains d'entre eux, le travail pour que les autres, résiduels, soient remis en état de fonctionnement, est en cours. En outre, le ministre a salué les avancées sur la réorganisation institutionnelle au niveau du Trésor. À l'occasion, le Dg du Trésor public, Assahoré Konan Jacques, a exprimé le satisfait et les remerciements de son institution au ministre. ■

A. BAMBA

## Modernisation de l'administration

# Le Trésor public se dote d'un guichet unique de prise en charge

Le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, a lancé officiellement les activités du centre d'écoute de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (Dgtp). C'était le 31 octobre, à la Rotonde de la cité financière, au Plateau. Le centre d'écoute du Trésor public est un « guichet unique d'information et de prise en charge des clients et des partenaires techniques, en vue de transmettre leurs préoccupations avec célérité aux services opérationnels », selon le directeur général du Trésor et de la comptabilité publique, Assahoré Konan Jacques. « Ce centre constitue une véritable vitrine d'échanges entre le Trésor public et ses partenaires. L'objectif est de créer un espace unique, dynamique et interactif, pour faciliter et accélérer l'accès des services aux usagers clients du Trésor public, par une écoute de leurs besoins, exigences et attentes, afin de les satisfaire durablement », a-t-il expliqué. Selon le ministre Adama Coulibaly, la mise en service de ce centre d'écoute s'inscrit dans la vision de transparence et de



La coupure du ruban marquant l'ouverture officielle du Centre d'écoute du Trésor public. (PH : DR)

bonne gouvernance prônée par les plus hautes autorités de l'État. Le centre d'écoute est aussi la preuve que le Trésor public est capable de s'adapter à son environnement, en tirant avantage des canaux traditionnels de la communication et

des Technologies de l'information et de la communication. « Pouvoir se réinventer sans cesse est une marque reconnue des administrations d'excellence », s'est félicité Adama Coulibaly. Le centre d'écoute présente

aussi l'avantage de donner aux clients de la Dgtp la possibilité de se prononcer sur la qualité de service, à travers un feedback sur la manière dont ils ont été accueillis et ce qu'ils pensent des services offerts ■

DAVID YA

Bélier / Protection civile de proximité

# Le 10<sup>e</sup> Centre de secours d'urgence inauguré à Toumodi

La politique sociale du gouvernement se concrétise davantage sur le terrain dans la région.

Le conseil régional du Bélier vient de bâtir à Toumodi, un Centre de secours d'urgence (Csu) pour abriter une représentation des pompiers civils dans le but de renforcer la protection civile de proximité des populations. Cet investissement estimé à plus de 256,148 millions de F Cfa a été inauguré le 30 octobre à Toumodi, par le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général de Corps d'armée, Vagondo Diomandé, en présence du président du Sénat, Jeannot Ahoussou-Kouadio et de la ministre Raymond Goudou Coffie, ainsi que de la sénatrice Louise Adjoua N'Goh épouse Tamini. Cette caserne est bâtie sur une superficie 4.500 m<sup>2</sup>. L'on y compte, entre autres, l'administration, l'infirmerie, deux dor-

toirs, trois logements de service, le foyer, la clôture et le mât. A cela s'ajoutent la réalisation des pavés et des espaces verts, le raccordement électrique au réseau national et au réseau d'eau de la Sodoci. À l'actif de l'Union européenne (Ue) qui a apporté un appui complémentaire, avec l'assistance technique d'Expertise France, ses interventions ont porté sur l'équipement (matériel d'intervention, la bureautique et informatique, la literie, le culinaire) et la réalisation des pavés des aires de manœuvre et de lavage, la clôture de l'entrée principale, les lampadaires, au nombre de cinq. Pour le ministre Vagondo Diomandé, cet ouvrage s'inscrit dans la politique sociale du gouvernement et vise à décentraliser les services de protection civile qui sont localisés



Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général Vagondo Diomandé a demandé aux agents de faire preuve de conscience professionnelle. (PH: DR)

pour la plupart dans les grandes villes du pays. Selon lui, il s'agit de sauver des vies mais aussi de limiter et de prévenir les effets des sinistres.

Après avoir dit la gratitude du gouvernement ivoirien à la France et à l'Union européenne pour leurs contributions, il a salué l'engagement du président du Sénat, en faveur du bien-être de ses parents. Car, c'est lui qui a initié cet important projet, alors qu'il était à la tête du conseil régional du Bélier. « *Le Bélier attend beaucoup de vous. Vous devez faire preuve d'une grande conscience profession-*

*nelle et de grande disponibilité* », a-t-il recommandé aux agents, avant de les engager à prendre grand soin du matériel qui a été offert. Aux populations, le ministre Vagondo Diomandé, a rappelé les tristes sinistres vécus actuellement par les habitants de Grand-Bassam. Ce qui se traduit par les inondations des domiciles et les importants dégâts matériels. Puis il leur a demandé d'observer une grande

vigilance et surtout le respect des règles de sécurité conseillées par les agents de protection civile. Notamment éviter de boucher les caniveaux, construire dans les bassins d'orage, quitter les zones à risque. « *Les pompiers ne ressusitent pas les morts...* », a-t-il déclaré. Pour sa part, le général Kili Fagnidi Fiacre, inspecteur général de police et directeur général de l'Office national de la protection civile (Onpc), a félicité les 57 agents déployés au Csu de Toumodi, dont 7 dames, avec pour responsable, le sergent-chef Tuo Mariam.

En termes de bilan, Kili Fiacre a révélé que depuis le début de 2019, ses agents ont enregistré, sans grand moyen, 235 interventions, 27 incendies, 123 accidents, 267 transferts de blessés, 75 opérations diverses, 7 assistances à personnes, 3 noyades et 11 décès. Il en a profité pour inviter les populations et en particulier les jeunes à éviter les faux appels comme cela est de coutume à Abidjan ■

N'DRI CÉLESTIN

## Bafing

### La chambre régionale d'agriculture enrichie de l'expérience française

Le président régional de la Chambre d'agriculture du Bafing, Karim Bambadjrou, a séjourné récemment sur les bords de la Seine. Il y était avec la délégation ivoirienne, pour prendre part au sommet de l'agriculture et de l'élevage de la France. Revenu de cette mission qu'il qualifie de « très instructive », il a présidé, il y a quelques jours, au siège de l'institution à Touba, une rencontre-bilan. Au cours de cette réunion, il a dévoilé le contenu de ce rendez-vous international dédié à l'agriculture et à l'activité pastorale. « *L'objectif de cette mission initiée par l'Etat de Côte d'Ivoire visait à aller apprendre de nos homologues français afin de perfectionner les pratiques agricoles et moderniser nos systèmes d'élevage* », a indiqué, d'entrée, Karim Bambadjrou. Visiblement très émerveillé par

son expérience française, il en a donné les grandes articulations. Notamment les visites de la boutique paysanne (tenue par les producteurs eux-mêmes contrairement à celle de la Côte d'Ivoire), de laiteries produisant les produits dérivés du lait de vache, la boucherie moderne spécialisée dans l'abattage et la fabrication des produits carnés. Ces visites, a-t-il souligné, se sont poursuivies sur des exploitations agricoles et fermes pastorales. Le président régional de la Chambre d'agriculture a fait noter qu'ici, comme en Occident, l'activité agricole est assujettie aux mêmes contraintes, surtout, les caprices de la météo et les difficultés d'obtention de financements auprès des maisons de crédit. Toutefois, il a avoué avoir été marqué par l'organisation, le sérieux, le professionnalisme des paysans français. Qui, de

son avis, ont atteint une autonomie totale grâce à leur modèle économique au point qu'ils n'attendent, a priori, rien de leur gouvernement. Aussi, a-t-il fait savoir que les connaissances acquises à la faveur de ce voyage, seront implémentées sous peu dans le Bafing de sorte à se rapprocher des standards requis pour le bonheur des paysans de la région. Il n'a pas manqué de leur avouer que leur réussite, dépend de leur détermination à vouloir sortir de l'informel ou de s'en affranchir. Et d'ajouter : « *L'heure de l'autonomie vraie du monde rural a sonné* ». Il a ensuite annoncé que dans les mois à venir, une mission française viendra en Côte d'Ivoire dans le cadre d'une coopération à l'effet d'accompagner les producteurs ivoiriens ■

EMMANUEL KOUASSI

## Tanda

### Broukro a célébré la fête de l'igname

Le village de Broukro, dans la sous-préfecture de Tanda, était en fête le 30 octobre. Ce jour-là, conformément au calendrier traditionnel, les populations de cette localité avec à leur tête, Nanan Djanfi II (Michel Kouamé, ancien directeur général de Fratimité Mali), ont célébré la traditionnelle fête annuelle de l'igname. A cette occasion, Nanan Djanfi II a exhorté les populations à l'union et la solidarité pour célébrer la vie. « *A travers la fête de l'igname, c'est la célébration de la vie ici chez nous. La*

*vie est certes un merveilleux don de Dieu à notre espèce. Mais peut-on vivre sans se nourrir ?* », questionne-t-il. Nanan Djanfi II, 7<sup>e</sup> chef de Broukro, intronisé en 2013, s'est, par ailleurs, réjoui des abondantes pluies qui augurent de bonnes récoltes en perspective. Cette fête populaire a commencé le matin par la procession vers la rivière Bâh au son de la fanfare avec le chef porté dans son palanquin. Au bord de la rivière a eu lieu le cérémonial de purification du chef et de la population. Avec des cris de joie et des chants d'allé-

gresse, le cortège est revenu à la cour familiale pour l'adoration de la chaise sacrée des Agni Bona de Broukro. Après « *la visite aux ancêtres* » et les échanges avec eux dans la case sacrée, Nanan Djanfi II a rejoint ses invités sur la place publique du village. Une étape marquée par les différents dons au chef, le défilé des femmes, les prestations d'artistes et de danses traditionnelles ainsi que le message du chef du village à ses populations ■

MARCEL BÉNIÉ

CORRESPONDANT RÉGIONAL

#### COMMUNIQUE DE PRESSE

#### LANCMENT D'UN INCUBATEUR D'ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES! *L'opportunité de donner vie à vos projets agroalimentaires !*

Dans le cadre du projet PEJEDEC, avec le soutien du BCPE (Bureau de Coordination des Programmes Emploi), l'INP-HB ESA et l'IECD (Institut Européen de Coopération et Développement) lancent un parcours d'incubation d'entreprises agroalimentaires.

Vous avez un projet d'entreprise agroalimentaire ou êtes un jeune entrepreneur agroalimentaire et vous souhaitez lancer ou développer votre activité ? **Inscrivez-vous** dès maintenant à un parcours qui boostera vos projets et faites partie des 20 entrepreneurs qui bénéficieront de formations ainsi que d'un accompagnement individuel par un coach pendant 6 mois en gestion, marketing et techniques agroalimentaires.

Les inscriptions au parcours d'incubation sont ouvertes jusqu'au **10 novembre** sur le site [www.iecd-transform.org](http://www.iecd-transform.org). Déposez votre candidature dès maintenant !



### INCUBATEUR D'ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES

Dans le cadre du projet PEJEDEC



Gestion d'entreprise



Accès au marché



Techniques agroalimentaires



Accompagnement/Coaching individuel

**INSCRIPTIONS OUVERTES JUSQU'AU 10 NOVEMBRE**



## TRAITEMENT DES HYDROCARBURES Pourquoi la Sir risque de fermer en 2024

Le Directeur général de la Sir, Thomas Camara, a attiré jeudi 31 octobre 2019, l'attention du gouvernement sur de nouvelles menaces qui guettent la Société ivoirienne de raffinage (Sir) malgré les efforts consentis par l'État ivoirien pour relancer la société et préserver des emplois. C'était en marge de la visite du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly à la Sir à Abidjan - Port Bouët à l'occasion du redémarrage officiel d'un hydrocraqueur à ladite raffinerie.

Thomas Camara a indiqué que de nouvelles normes exigent d'investir dans de nouvelles unités de raffinage en vue de la production du Gas-oil moins polluant et du carburant propre. Et qu'à défaut de ces nouveaux investissements, «la Sir deviendra obsolète en 2024 et sera contrainte de fermer». Pour le changement de normes de qualité des produits raffinés, l'entrée en vigueur est prévue d'ici à 2024 / 2025 conformément aux recommandations de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

Cependant, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, qui a dit prendre la pleine mesure de la situation, s'est engagé à déployer les moyens afin d'accompagner la Sir. «Le président de la République a ordonné une émission de garantie



Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a donné des assurances que des moyens seront déployés afin d'accompagner la Sir. (Ph. DR)

souveraine d'un montant de 388 milliards de fca pour les institutions financières qui ont participé à la restructuration de la Sir», a dit Amadou Gon Coulibaly.

Le chef du gouvernement, pour revenir à la crise qui a secoué la Société, a relevé que l'engagement de l'État a consisté à garantir les transactions de la société de raffinage par le paiement immédiat des fournisseurs, la réduction du délai de paiement des partenaires commerciaux et la baisse du coût d'approvisionnement.

Aussi, il a noté qu'en 2016, le gouvernement avait mis en place un plan de sauvetage de la Sir avec un

comité de pilotage de restructuration de la société. Ce qui a permis à celle-ci de réaliser un résultat net de 45,4 milliards de fca en 2017 contre un résultat négatif l'année précédente, soit -8,3 milliards de fca.

Pour le ministre du Pétrole, de l'Énergie et du Développement des Énergies renouvelables, Abdourahmane Cissé, la Sir ambitionne de reconquérir la sous-région avec l'amélioration de ses performances après la crise qui a secoué le secteur des hydrocarbures depuis 2008 et occasionné la fermeture de certaines raffineries sur le continent.

Venance KOKORA

### FINANCEMENT DES PME

#### Le dispositif de la Sfi présenté

«La finance s'engage», initiative de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci), a organisé le vendredi 26 octobre 2019, à la Maison de l'entreprise, à Abidjan-Plateau, son troisième atelier thématique de l'année, sur le dispositif de la Société financière internationale (Sfi) pour faciliter le financement des Pme. Le président de la commission développement des Pme et financement de la Cgeci, Daouda Coulibaly, a indiqué qu'il est important pour les opérateurs économiques, en particulier les Pme, d'avoir la bonne information. «Parfois, on dit qu'il n'y a pas de financement, mais ce qui manque c'est l'information : savoir où se trouve les bons outils, qu'est-ce que tel ou tel organisme offre pour le développement des Pme», a-t-il expliqué. Il prévient qu'il n'est pas toujours question d'argent ou de financement, mais parfois de dispositifs d'accompagnement qui sont mis en place pour faire en sorte que tout l'écosystème puisse bien évoluer.

Interpellé sur le rôle que son institution peut jouer aux côtés du patronat ivoirien, Olivier Buyoya, représentant résident de la Sfi en Côte d'Ivoire, a indiqué que cet instrument du groupe de la Banque mondiale partage entièrement l'ambition et l'objectif de «La finance s'engage». Il a rassuré que la Sfi, institution de financement mondiale partage entièrement l'ambition et l'objectif de «La finance s'engage». Il a rassuré que la Sfi, institution de financement dirigée vers le secteur privé, et qui a un portefeuille de 50 milliards de dollars (plus de 23 000 milliards de fca), investit principalement dans quatre secteurs dont les institutions de financement. «Nous avons plusieurs façons de soutenir et de nous impliquer dans la problématique du financement des Pme», a-t-il indiqué, relevant que l'institution qui a des devises essentiellement en dollars ne peut

traiter directement avec les Pme. C'est pourquoi la Sfi prête aux institutions financières banques commerciales, assurances, fonds de capital d'investissement, microfinance, afin de les encourager à aller au-delà de ce que leur limite ou leur appétit du risque leur permet. «Au travers de ces intermédiaires financiers, nous essayons d'atteindre des cibles que nous n'aurions pas pu toucher par rapport à nos limites. Monter un financement pour un projet comme Azito ou le groupe Azalai, c'est quelque chose de facile pour la Sfi mais ce n'est pas le cas quand il s'agit de financer le fonds de roulement d'une Pme», a précisé Olivier Buyoya. «Quand on parle de financement des Pme, la première question pour un banquier est : de quoi parle-t-on exactement ? Est-ce qu'on parle d'un financement de dette, de participation dans le capital ? Et quand on parle de financement de dette, qu'est-ce qu'on finance exactement ? Un fonds de roulement ? L'acquisition d'équipements ? etc.», interpelle le représentant résident de la Sfi. «Souvent, le besoin n'est pas un prêt, mais un renforcement de capital», souligne-t-il.

Selon la présidente du comité d'organisation de La finance s'engage, Mme Attia Victorine, les ateliers thématiques, qui ont déjà permis de toucher plus d'un millier de personnes, visent à permettre aux Pme d'accéder à des informations détaillées sur les outils disponibles et pouvant soutenir leur plan de développement ou favoriser leur accès au financement. Cet atelier a également été l'occasion de remettre des certificats aux participants 2019 du programme d'éducation financière.

Désirée KONAN (stg)

## CONSTRUCTION DU CHU D'ABOBO ET PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL Le Fonds saoudien de développement appuie la Côte d'Ivoire

2,2 milliards de fca, c'est le montant total du prêt accordé par le Fonds saoudien de développement à la Côte d'Ivoire pour la construction du Chu d'Abobo et le financement du programme pilote de développement rural. Cela a été matérialisé, mercredi 30 octobre 2019, par la signature de deux accords entre le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly et le conseiller du vice-président et directeur général du Fsd, S.E. Ingénieur, Youssef I. Albasam.

Sur une enveloppe globale de 55,764 milliards de fca nécessaires pour la construction du Chu d'Abobo, le Fsd apporte ainsi un appui de 13 milliards de fca, la Badea apporte 25 milliards de fca et l'État de Côte d'Ivoire, 12 milliards de fca.

Le ministre Adama Coulibaly a indiqué que la construction du Chu d'Abobo vise à doter



Le ministre Adama Coulibaly a remercié les représentants du Fsd pour leurs appuis à la Côte d'Ivoire. (Ph. DR)

plus grande commune d'Abidjan (1 million d'habitants), d'un établissement sanitaire de premier rang, avec un pôle de spécialité notamment en matière de néphrologie, y compris la dialyse et la greffe rénale.

Il a informé que cet établissement d'une capacité de 600 lits, sera bâti sur une superficie de 5 hectares.

Le projet pilote de développement des zones rurales bénéficie d'un financement de 9 milliards de fca du Fsd. Ce programme cible les zones rurales situées dans les régions du pays dont le taux de pauvreté rurale est supérieur à la moyenne nationale de 56,8% et qui concentrent une forte population vulnérable.

I.B.

## RECAPITALISATION DE LA BAD À PLUS DE 122 000 MILLIARDS FCFA

# Voici ce que les actionnaires ont exigé de la Banque

### Les secteurs prioritaires à adresser connus

C'est une grande joie qui animait le président de la Banque africaine de développement (Bad), Akinwumi Adesina et ses collaborateurs, jeudi 31 octobre 2019, au terme de la sixième réunion extraordinaire du conseil des gouverneurs de la Bad qui s'est tenue à Sofitel Abidjan hôtel ivoire. Le bureau exécutif de l'institution bancaire panafricaine venait, en effet, d'obtenir le "soutien de tous les actionnaires" pour l'augmentation du capital de l'institution ; la 7e opération du genre qui s'est soldée par "une réussite éclatante". Une augmentation de 125% du capital actuel, qui passe donc de 93 milliards de dollars (environ 55 000 milliards de fca) à 208 milliards de dollars (Plus de 122 000 milliards de fca). «Pour nous tous, c'est un jour de joie. Parce que nous avons beaucoup plus de ressources désormais pour aller encore plus loin dans le développement de nos pays», s'exprimait Akinwumi Adesina, face à la presse aux alentours de 18h, ce jeudi. Mais cette approbation des gouverneurs pour l'augmentation du capital de la Banque n'est pas sans condition. Le bureau exécutif, en effet, a dû se soumettre à



Le président de la Bad, Akinwumi Adesina, a qualifié d'historique, le niveau d'augmentation du capital de l'institution qu'il préside. (Ph. DR)

un certain nombre d'exigences qui lui ont valu de remporter cette "victoire". Ces exigences sont entre l'engagement de la Banque à augmenter le niveau de ses investissements dans le climat, c'est-à-dire, investir plus dans les projets et programmes de lutte contre les changements climatiques, dans la préservation de l'environnement. Akinwumi Adesina a fait savoir, à ce sujet que la Banque entend porter cet investissement à 25 milliards de dollars (environ 15 000 milliards de fca) d'ici à 2025. Les actionnaires ont demandé

d'accroître les interventions en faveur des Etats dits fragiles, de redoubler d'efforts dans le financement des infrastructures favorisant l'intégration régionale. Les investissements dans les questions de promotion du genre, particulièrement en faveur des femmes et des jeunes, une gestion raisonnable de la dette, une présence plus accrue des agents de la Banque sur le terrain afin de remonter au mieux les besoins des Etats membres pour une meilleure prise en charge, font partie du chapelet des conditions posées par les gouverneurs de la

Bad avant de donner leur quitus pour l'augmentation du capital à un niveau jamais atteint dans l'histoire de l'institution panafricaine. Au-delà de ce que les gouverneurs souhaitaient voir s'améliorer avec cette nouvelle phase de recapitalisation, ils ont aussi tenu compte de certains indicateurs qui ont plaidé en faveur de la Bad. Il a été relevé entre autre, son mode de gestion des financements qui lui vaut de maintenir plusieurs années de suite son triple A confirmé par toutes les agences mondiales de notation financière. «Ce qui a convaincu les actionnaires, c'est notre gestion excellente et le fait qu'on maintienne notre triple A, même dans les moments les plus difficiles. Et enfin, il y a la conviction des actionnaires en la pertinence de nos investissements», a confié M. Adesina. Une portion de ce capital étant libérée, les premières contributions sont attendues pour début 2020, et le reste, progressivement jusqu'en 2030. Ainsi, avec cette augmentation de capital, les responsables de la Bad sont convaincus que la Banque pourra continuer de maintenir son triple A sur un long terme encore,

qu'elle se positionnera comme la banque de choix des populations africaines puisqu'ayant beaucoup plus de ressources désormais, et enfin que la Bad fera des résultats encore plus importants qu'auparavant. Cela, en se focalisant sur cinq priorités, les High five : éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie, nourrir l'Afrique, industrialiser l'Afrique, intégrer l'Afrique et améliorer la qualité de vie des populations africaines. Dans la déclinaison de ces cinq priorités, ce sont 105 millions de personnes qui seront raccordées au réseau électrique, 244 millions d'Africains qui auront accès aux technologies améliorées en matière de production alimentaire, 15 millions d'habitants qui bénéficieront des financements qui seront accordés au secteur privé, 128 millions d'habitants qui auront accès à l'eau et à l'assainissement et 252 millions qui bénéficieront des services de transports améliorés. «Selon les Nations unies et le Pnud, si nous parvenons à mettre en œuvre ces cinq projets, l'Afrique aura atteint 90% de l'Odd et 90% de l'Agenda 2060», a indiqué le président de la Bad.   
Élysée LATH

## MISE EN ŒUVRE DU PSGOUV

# Les consignes du ministre Adama Coulibaly au Trésor public

En marge de la cérémonie d'inauguration du centre d'écoute du Trésor public, le ministre de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly, a échangé jeudi 31 octobre 2019 à la Rotonde de la Cité financière à Abidjan-Plateau, avec le comité de direction de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (Dgtcp). Au cours de cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre des visites des structures sous sa tutelle entamées après sa prise de fonction, le ministre a donné la feuille de route au directeur général du trésor et de la comptabilité publique, Assahoré Konan Jacques, et à ses collaborateurs. Ses orientations portent sur cinq points : la mobilisation des ressources, la gestion de l'endettement, la réforme des finances publiques, la modernisation de l'administration du trésor public et le paiement des fournisseurs de l'Etat. «La priorité aujourd'hui, c'est le PsGouv qui s'inscrit dans le cadre du Plan national de développement (Pnd) 2016-2020. [...] Je voudrais donc vous encourager à faire en sorte que les ressources nécessaires soient mobilisées



Le ministre (à droite) a félicité le Trésor public, à travers son Dg (à gauche) pour les efforts accomplis. (Ph. DR)

pour mettre en œuvre le PsGouv qui est un programme dont les bénéfices vont directement à l'encontre de ceux de nos compatriotes qui sont les plus défavorisés. Mais au-delà de cela, je voudrais vous inviter à faire en sorte que nous puissions assurer la bonne gestion de l'endettement. [...] Nous avons un ratio d'endettement qui est autour de 48% [...], en deçà de la norme communautaire au niveau de l'Uemoa qui est de 70%.

Maintenir un risque de surendettement modéré, cela suppose, a en croire Adama Coulibaly, qu'il soit mis en œuvre la Stratégie de gestion de la dette à moyen terme (Sdmt) et que les Analyses de viabilité de la dette (Avd) se poursuivent

sur une base annuelle. «Nous devons également poursuivre la mise en œuvre du schéma directeur de réforme des finances publiques», a-t-il recommandé. Le ministre a également indiqué aux responsables du trésor public qu'il est important de poursuivre le paiement à bonne date des factures dues aux fournisseurs. Car, soulignera-t-il, "c'est le secteur privé qui est le moteur de la croissance en Côte d'Ivoire". «Nous devons faire en sorte que ce secteur privé puisse disposer des ressources nécessaires pour pouvoir mener ses activités. Je voudrais à ce niveau également vous encourager à faire en sorte que les factures soient payées et que ceux qui vont utiliser la plateforme du centre d'écoute puissent savoir que nous sommes soucieux de leur confort, de faire en sorte qu'ils disposent des ressources nécessaires pour mener leurs activités. Ce qui leur permettra de contribuer aux efforts de développement du pays», a instruit le ministre Adama Coulibaly. Au nom de ses collaborateurs, le directeur général du trésor public, Assahoré Konan Jacques, a

remercié le ministre pour cette rencontre, lui traduisant par ailleurs ses félicitations pour sa «nomination méritée qui vient couronner une riche carrière». Il a assuré le ministre Adama Coulibaly qu'il trouvera au Trésor public des collaborateurs dévoués et compétents pour l'aider à réussir la mission que lui a confiée le président de la République, Alassane Ouattara. Le Trésor public, faut-il le noter, est confronté, depuis trois ans, à des difficultés liées à ses crédits budgétaires qui ont chuté de 83,3% , soit 13,2 de fca. En outre, sur le plan institutionnel, cette régie financière fait notamment face à un besoin criant de réhabilitation et de relocalisation de ses postes comptables endommagés du fait de la crise postélectorale, ainsi qu'à la nécessité de création de nouvelles directions régionales, de trésorerie des collectivités. «Je prends l'engagement de faire en sorte que les moyens qui sont alloués au Trésor puissent être augmentés, tout en étant conscient des contraintes qui pèsent sur nous», a promis le ministre Adama Coulibaly.   
Élysée LATH  
(Source : Sercom Mef)

